



DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES 23 jours pour convaincre

Lire l'article de A. Z. page 3

TROISIÈME JOURNÉE DES ÉPREUVES DU BAC Quelques cas de fraude malgré des sujets abordables

Lire l'article de M. Aziza page 4



Ph.: Rachid K.

NÉGOCIATIONS ENTRE TÉHÉRAN ET WASHINGTON Les revirements de Trump à l'index

Lire l'article de
Mohamed Mehdi page 2



L'Institut mondial pour la croissance verte ouvre un bureau à Alger

P. 4



EUROPE DU NORD Chaib préside une réunion avec les chefs des postes consulaires

P. 4

Négociations entre Téhéran
et Washington

Les revirements
de Trump à l'index

Mardi, 102^e jour de l'agression
américano-sioniste contre l'Iran.
«Les revirements incessants de Trump
menacent de faire échouer
les négociations», rapporte
le New York Times.

Mohamed Mehdi

Le quotidien israélien Yediot Ahronot confirme que la base aérienne de Ramat David en Palestine occupée a été touchée par un missile lors d'une des attaques menée par l'Iran pour exiger l'arrêt des bombardements sionistes sur la banlieue sud de Beyrouth.

«Des images satellites, approuvées par la censure, montrent qu'un missile iranien a touché avec précision un hangar de la base aérienne de Ramat David il y a deux jours», affirme le quotidien hébreu.

Au Liban, alors que les bombardements sionistes se poursuivent au sud du pays, un combattant du Hezbollah s'est infiltré au nord des territoires palestiniens occupés, rapportent des médias israéliens.

A Ghaza, l'armée génocidaire d'Israël a arrêté plusieurs secouristes du Croissant-Rouge palestinien en mission humanitaire.

LES POSITIONS INSTABLES
DE TRUMP RETARDENT
L'ACCORD AVEC L'IRAN

Les modifications fréquentes apportées par le président américain Donald Trump aux termes de l'accord conclu lors des négociations indirectes avec l'Iran ont contribué à l'enlisement des pourparlers, augmentant le risque d'un effondrement de l'ensemble du processus visant à parvenir à un accord entre Washington et Téhéran, a rapporté hier le New York Times (NYT) citant «deux médiateurs et un responsable directement informé des événements».

Le journal, qui qualifie Donald Trump d'«imprévisible», affirme que le président américain «a maintes fois renié les termes convenus par ses principaux négociateurs», et ce «dès le premier cycle de pourparlers après le cessez-le-feu au Pakistan en avril».

Lors de ces négociations, «les envoyés de M. Trump - le magnat de l'immobilier Steve Witkoff et le vice-président JD Vance - ont indiqué aux Iraniens que M. Trump accepterait un accord prévoyant la suspension du programme d'enrichissement nucléaire iranien pendant 10 ans». Après avoir accepté cette proposition, «les responsables iraniens (ont été) stupéfaits lorsque le président a revu sa position en insistant sur une

suspension de 10 ans». «Ce fut, selon les médiateurs, l'une des principales raisons de l'échec des pourparlers», souligne le NYT.

«Lors du dernier cycle de négociations, certains médiateurs et responsables iraniens ont indiqué que, tandis que les deux parties attendaient depuis plusieurs jours la réponse de M. Khamenei au dernier projet d'accord, M. Trump a imposé de nouvelles conditions concernant le programme nucléaire iranien et le gel des avoirs», révèle encore le journal. «Cette initiative a provoqué la colère des responsables iraniens, qui y ont vu une confirmation de la méfiance de Téhéran envers M. Trump», note encore le NYT.

En outre, des sources et des médiateurs iraniens ont confirmé au journal que Téhéran maintenait sa condition de déblocage des avoirs iraniens gelés dans les pays de la région, estimés à plusieurs dizaines de milliards de dollars, précisant que les négociateurs américains avaient donné leur accord de principe à cette demande.

BILAN DE L'AGRESSION
SIONISTE AU LIBAN :
3.666 MARTYRS ET 11.321
BLESSÉS

Le Sud-Liban est encore sous le feu de l'armée sioniste. Dans deux communiqués distincts, la Protection civile libanaise a fait état de «3 blessés, dont 2 membres de notre personnel», lors d'une frappe aérienne israélienne sur la ville de Sharqiya, et de 8 martyrs dans un bombardement visant la zone d'Al-Masaken Al-Shaabiya, à Tyr.

Le dernier bilan annoncé, hier, par le ministère libanais de la Santé, fait état de 3.666 martyrs et de 11.321 blessés depuis le début de l'agression israélienne le 2 mars dernier. Alors que le Hezbollah continue d'attaquer les positions de l'armée sioniste au Sud-Liban, ciblant un «véhicule blindé israélien Namer de transport des troupes avec un drone près de la ville de Zawtar al-Sharqiya» et interceptant un «drone israélien Hermes équipé d'un missile sol-air au-dessus de la région d'Iqlim al-Tuffah», des médias sionistes ont rapporté, hier après-midi, l'infiltration d'un combattant de la résistance libanaise en Palestine occupée.

Cités par Al Jazeera, les médias

Interrogé sur son refus de condamner clairement les massacres qui se déroulent sous les yeux du monde entier en Palestine, un célèbre animateur français n'a pas cherché à répondre sur le fond. Au lieu d'expliquer pourquoi il ne condamnait pas les bombardements, les destructions et les milliers de victimes civiles, il s'est étonné que la Communauté internationale condamne Israël tout en ne condamnant pas le Sénégal pour sa législation réprimant l'homosexualité. En substance, sa question était la suivante : pourquoi tant de critiques à l'égard d'Israël alors que le Sénégal n'est pas soumis au même niveau de réprobation internationale ?

Ainsi donc, des milliers de morts, des villes dévastées, des hôpitaux bombardés, des familles anéanties et des enfants extraits des décombres ne mériteraient pas une condamnation claire sans qu'on ouvre simultanément un autre procès, cette fois contre le Sénégal. Comme si l'existence d'un désaccord sur une législation nationale pouvait servir d'argument pour relativiser ou esquiver la question des massacres de civils. Il fallait une certaine audace pour établir un tel parallèle. Mais il faut reconnaître à notre époque un talent singulier : celui de transformer les tragédies humaines les plus dramatiques en exercices de diversion intellectuelle, où l'on finit par parler de tout sauf de ceux qui meurent.

Le plus fascinant dans cette logique n'est pas son absurdité, mais la sérénité avec laquelle elle est énoncée. Comme si le massacre d'une population pouvait être placé sur la même balance morale qu'un débat de société. Comme si la destruction d'un peuple pouvait être relativisée par l'existence d'une législation qui déplaît aux nouvelles autorités autoproclamées du bien.

À ce stade, il ne s'agit plus de raisonnement mais d'acrobatie intellectuelle. Une gymnastique où l'essentiel disparaît systématiquement derrière l'accessoire, où les morts deviennent invisibles dès lors qu'ils dérangent les alliances idéologiques du moment.

Depuis des décennies, une partie des grands médias occidentaux se présentent comme les gardiens de la conscience universelle. Ils expliquent au monde ce qu'il faut penser, quelles indignations sont légitimes et quelles souffrances méritent une couverture permanente. Ils parlent de liberté avec une ferveur quasi religieuse, de démocratie avec l'assurance des missionnaires, de droits humains avec le ton des procureurs. Mais lorsque les bombes tombent sur certains peuples, lorsque les victimes appartiennent au mauvais camp médiati-

sionistes ont rapporté qu'une «fusillade a éclaté après une infiltration armée à la frontière libanaise, près du massif du Ramim», à Al Djalil Al-A'ala. «L'assaillant s'est infiltré dans un avant-poste israélien situé derrière la barrière frontalière au Liban, vêtu d'un uniforme militaire du Hezbollah», «a tiré sur les militaires israéliens» et «un échange de tirs s'est ensuivi», a rapporté Al Jazeera citant la Radio de l'armée israélienne. Al Jazeera rapporte également le martyre du combattant libanais.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

La hiérarchie
des souffrances

que, lorsque les bourreaux bénéficient de solides protections politiques, la morale devient soudainement complexe, nuancée, prudente et embarrassée.

On découvre alors une démocratie à géométrie variable et un humanisme sous conditions. Une démocratie qui prétend défendre la liberté d'expression mais qui transforme certains sujets en terrains minés. Un humanisme qui pleure abondamment certaines victimes tout en regardant ailleurs lorsque d'autres sont ensevelies sous les gravats. Une morale qui s'indigne avec une rapidité fulgurante lorsqu'il s'agit de certains États africains, asiatiques ou arabes, mais qui trouve toujours d'innombrables circonstances atténuantes lorsqu'il s'agit de l'entité sioniste.

Le plus ironique est que ceux qui dénoncent sans relâche les discriminations semblent avoir inventé une nouvelle hiérarchie des vies humaines. Dans cette étrange comptabilité morale, toutes les victimes sont égales, mais certaines sont manifestement plus égales que d'autres. Certaines morts ouvrent les journaux télévisés. D'autres disparaissent dans les notes de bas de page. Certaines souffrances deviennent des causes universelles même s'il s'agit de l'immoralité. D'autres sont réduites à de simples dommages collatéraux du grand récit géopolitique.

Cette culture médiatique a fini par produire une étrange caricature de l'humanisme. On ne juge plus les événements selon leur gravité mais selon leur compatibilité avec une grille idéologique préétablie. On ne mesure plus une tragédie au nombre de ses victimes mais au confort politique qu'elle procure à ceux qui la commentent. On ne demande plus si des innocents meurent ; on vérifie d'abord qui les tue et si leur assassin appartient au cercle des alliés protégés.

Aucun détour rhétorique ne peut effacer l'évidence. Aucun débat sociétal, aucune querelle idéologique, aucune construction médiatique ne pourra placer sur le même plan une législation nationale et les corps d'enfants extraits des décombres. Lorsque ceux qui se présentent comme les champions de la démocratie deviennent incapables de distinguer entre un désaccord politique et un massacre de masse, ce n'est pas seulement leur crédibilité qui s'effondre. C'est toute une conception de l'humanisme qui se retrouve mise à nu, révélant ce qu'elle est devenue : non plus une défense universelle de l'homme, mais une morale de circonstance, docile envers les puissants, sévère envers les faibles et remarquablement silencieuse lorsque la vérité dérange.

GHAZA : L'ARMÉE SIONISTE
ARRÊTE 7 SECOURISTES
DU CROISSANT-ROUGE
PALESTINIEN

«Ce matin, les forces d'occupation israéliennes ont arrêté 7 membres des équipes d'ambulanciers du Croissant-Rouge palestinien alors qu'ils effectuaient leurs missions humanitaires à la rue Salah-Eddine (qui traverse l'enclave du nord au sud)», indique un communiqué du ministère de la Santé de Ghaza.

«Après les avoir interrogés, les forces d'occupation ont relâché 5 d'entre eux, tandis que les deux autres ont été maintenus en détention», précise la même source.

«Cibler le personnel médical et entraver son travail constitue une violation du droit international humanitaire et compromet les efforts déployés pour fournir des soins de santé et des services d'urgence à la population», ajoute le ministère de la Santé qui exige «la libération immédiate des ambulanciers détenus».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 042.06.33.32 / 042.06.04.96
042.06.14.33 / 042.06.03.29
Fax: 042.06.31.98

Fax Pub et Rédaction:
042.06.31.98
Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Début de la campagne pour les législatives **23 jours pour convaincre**

Les réformes introduites dans le cadre de la révision de la Constitution et de la loi organique relative au régime électoral, ainsi que l'intégration des 11 nouvelles wilayas dans l'organisation de la représentation parlementaire, sont de nature à concrétiser les principes de la souveraineté populaire à l'occasion des élections législatives du 2 juillet prochain.

A. Z.

des membres de l'APN (...).

C'est ce qui ressort des déclarations, hier, de la professeure conférencière, présidente du Comité scientifique droit public à la faculté de droit de Saïd Hamdine, avocate agréée près de la Cour et de Conseil d'Etat, Myassa Bellatreche, lors de son passage sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Intervenant le même jour du démarrage de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet qui doit s'étaler sur une période de 23 jours, durant laquelle les partis politiques et les candidats indépendants tenteront de convaincre les électeurs de leur accorder leur confiance pour siéger à l'Assemblée populaire nationale (APN), la professeure a souligné que ce scrutin revêt une importance particulière pour plusieurs raisons, dont l'enjeu principal de l'échéance visant à permettre aux citoyens de choisir leurs représentants au sein de l'institution chargée de porter leur voix et d'exercer les prérogatives prévues par la Constitution.

Plus explicite, l'invitée de la radio a mis en exergue les points forts de la nouvelle législation, qui sont de nature à soutenir l'adhésion des électeurs. Relevant dans ce cadre que « les listes doivent désormais comporter au moins un tiers de femmes », et doivent également comprendre au moins la moitié de candidats âgés de moins de 40 ans ainsi qu'un tiers de candidats titulaires d'un diplôme universitaire. Les règles relatives au nombre de candidats figurant sur les listes ont également été revues afin de garantir une meilleure représentativité, a-t-elle ajouté.

Concernant le mode de scrutin, l'universitaire a rappelé que l'élection repose sur un système proportionnel à liste ouverte avec vote préférentiel. « Le classement des candidats est établi par les partis politiques ou les listes indépendantes. Il ne s'agit pas d'un classement imposé par l'ANIE », a-t-elle précisé.

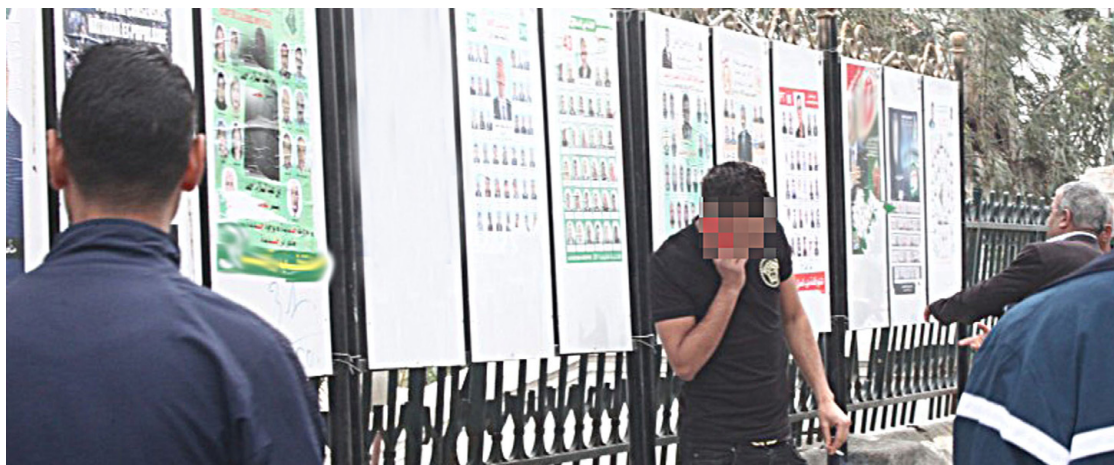
L'autre fait marquant de ces législatives, a-t-elle souligné, réside dans la participation des 11 nouvelles wilayas créées dans le cadre de la nouvelle organisation administrative du pays. Leur intégration au processus électoral permettra à leurs populations de disposer d'une représentation parlementaire adaptée à leur nouveau statut administratif et de faire entendre leurs préoccupations au sein de l'APN, a indiqué l'avocate. Tout en précisant que « ces élections concernent exclusivement le renouvellement

LA COMPOSITION DES LISTES ÉLECTORALES RENFORCÉE PAR LA RÉFORME

Revenant sur les différentes étapes du processus électoral, elle a expliqué que « la convocation du corps électoral intervient par décret présidentiel 90 jours avant la date du scrutin, suivie de la révision des listes électorales, du dépôt et de l'examen des candidatures avant l'ouverture de la campagne électorale. Celle-ci s'achèvera trois jours avant le vote conformément à la législation en vigueur ».

La présidente du Comité scientifique droit public à la faculté de droit de Saïd Hamdine a souligné dans ce sillage que « les membres de l'APN sont les représentants du peuple. Ils débattent des projets de loi, approuvent le budget général de l'État et contrôlent l'action du gouvernement », ce qui revient à dire que « cette consultation constitue une concrétisation des principes de souveraineté populaire consacrés par les articles 7 et 8 de la Constitution », a-t-elle soutenu. La spécialiste du droit public a également mis en avant les nouvelles prérogatives accordées à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) à la faveur de la révision constitutionnelle de 2026. Désormais, cette institution ne se limite plus à la préparation, à l'organisation et à la gestion des opérations électorales. « L'ANIE est désormais chargée du contrôle des opérations électorales et de la proclamation des résultats définitifs », a-t-elle indiqué, relevant que les administrations concernées sont tenues de mettre à sa disposition les moyens matériels et logistiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Les modifications introduites dans la loi électorale touchent également les conditions de candidature. Myassa Bellatreche a rappelé que « les candidats doivent notamment être inscrits sur les listes électorales, être de nationalité algérienne et âgés d'au moins 25 ans. La réforme a cependant renforcé plusieurs exigences relatives à la composition des listes électorales. » Elle conclut par rappeler qu'à travers ce scrutin, les électeurs sont ainsi appelés à désigner les députés qui représenteront leurs aspirations durant les cinq prochaines années, dans un contexte marqué par de nouvelles règles électorales et une carte administrative élargie, appelée à renforcer la représentation nationale et la proximité entre les institutions et les citoyens.



Raïna Raïkoum

Mohand El Hocine OUFFROUKH

Lorsque la compréhension aplatit la discorde

La haine est un sentiment négatif qui se forme dans le cœur d'une personne lorsqu'elle est constamment en colère envers autrui, que ce soit à cause d'une injustice subie, de jalousie ou d'insatisfaction. Bien que ce sentiment puisse paraître justifié au premier abord, il finit par devenir un lourd fardeau qui nuit davantage à celui qui le nourrit qu'aux autres. L'un des aspects négatifs les plus dangereux de la haine est qu'elle perturbe la tranquillité d'esprit et plonge la personne dans un état de tension constant.

La personne haineuse ne trouve aucun répit, car elle pense sans cesse à la personne qu'elle hait et souhaite sa chute. Ces pensées incessantes épuisent son énergie mentale et la privent de sérénité et de bonheur.

La haine détruit également les relations entre les personnes, semant l'inimitié et le ressentiment au sein de la société. Au lieu de la coopération et de l'amour, la haine et la suspicion se répondent, entraînant la rupture des liens sociaux et un affaiblissement de la confiance entre les individus. Un autre aspect négatif est qu'il obscurcit le jugement d'une personne, l'empêchant de voir le bien chez les autres ou d'apprécier leurs succès et pouvant la pousser à prendre des décisions irrationnelles ou à agir injustement et par vengeance.

On peut dire que la haine ne change rien à la réalité d'autrui, mais qu'elle corrompt celui qui hait. C'est pourquoi il est préférable d'apprendre à pardonner et de cultiver en soi la bienveillance, car la paix intérieure est le véritable chemin vers le bonheur et la sérénité. La tolérance et l'amour entre les êtres humains comptent parmi les plus nobles valeurs qui bâtissent les sociétés et renforcent les

liens entre leurs membres. La tolérance consiste à passer outre les erreurs d'autrui et à accepter ses différences de pensée, de religion et de culture sans préjugés ni haine. L'amour quant à lui est un sentiment noble qui pousse une

personne à souhaiter pour les autres ce qu'elle souhaite pour elle-même et à s'efforcer de les aider et de les soutenir dans les moments difficiles comme dans les moments de joie.

Lorsque la tolérance règne entre les peuples, la haine disparaît, les conflits s'apaisent, la paix remplace la violence et la compréhension aplanit la discorde. L'amour nourrit la confiance et le respect mutuel rendant la vie plus belle et plus stable. Toutes les religions ont prôné ces nobles valeurs, plus particulièrement l'Islam, car elles sont le fondement du bien être de l'individu et de la société.

C'est pourquoi nous devons inculquer la tolérance et l'amour dans nos cœurs dès le plus jeune âge et traiter les autres avec bienveillance et respect, car une société caractérisée par l'amour et la tolérance est une société forte et prospère définie par la sécurité, la fraternité et la paix. La tolérance est une grande valeur humaine qui consiste à pardonner aux autres et à faire abstraction de leurs erreurs. Elle est le fondement de relations saines au sein de la société. La tolérance n'est pas un signe de faiblesse, mais plutôt une preuve de force intérieure et de capacité à maîtriser sa colère et à laisser la raison l'emporter sur l'émotion. En définitive, la construction d'une société progressiste ne peut se faire que par une culture de tolérance et le rejet du ressentiment et de rancunes, car se sont les cœurs réconciliés qui créent un avenir meilleur caractérisé par le respect mutuel.

Clôture à Alger du SADA 2026 Appel à renforcer l'intégration économique continentale

Les travaux de la 4e édition du Salon africain des affaires (SADA 2026), organisée sous le thème "Construire les partenariats africains de demain : innovation, souveraineté économique et intégration continentale", ont pris fin lundi à Alger, par un appel à élargir les partenariats économiques et d'investissement entre les pays africains, au service du développement durable et de l'intégration économique continentale.

Accueilli par l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Alger (ESHRA), cet événement a constitué un espace de concertation et d'échange d'expertises entre opérateurs économiques et représentants d'établissements et d'organismes de différents pays africains, qui ont examiné les opportunités d'investissement et de partenariat, ainsi que les moyens de développer les échanges commerciaux intra-africains.

Au terme des travaux, les participants ont unanimement appe-

lé à élargir les domaines de coopération économique et à renforcer la présence des entreprises africaines sur les marchés continentaux et internationaux, tout en oeuvrant à l'accroissement du volume des échanges commerciaux intra-africains et à la valorisation du potentiel dont dispose le continent.

A cette occasion, le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a estimé que ce salon a contribué à renforcer les passerelles de communication entre les acteurs économiques et à ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de coopération, mettant en avant l'orientation adoptée par l'Algérie pour consolider ses relations économiques avec les pays africains et promouvoir ses exportations hors hydrocarbures, à la faveur de la dynamique économique que connaît actuellement le pays.

Pour sa part, la représentante de la société "BAOSEM", filiale du groupe Sonatrach spécialisée dans la publication des appels d'offres du secteur de l'énergie, coorganisatrice de l'événement, Nedjma Grid, a souligné que le SADA 2026, qui a réuni plus de 100 entreprises algériennes et africaines, a offert d'importantes opportunités d'échange et de développement de relations d'affaires entre opérateurs économiques, indiquant que la prochaine édition se tiendrait en juin 2027 à Oran. Pour rappel, lors de l'ouverture de cette édition, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, avait réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer son intégration économique dans l'espace africain, à travers l'encouragement de partenariats économiques mutuellement bénéfiques, en vue de promouvoir les échanges commerciaux et de soutenir le développement commun.

Troisième journée des épreuves du Bac Quelques cas de fraude malgré des sujets abordables

En dépit des multiples campagnes de sensibilisation et des mises en garde lancées par les secteurs de l'Éducation et de la Justice avant le début des épreuves du baccalauréat, la justice a été saisie de quelques cas de fraude enregistrés lors de la session en cours.

M. Aziza

Bien qu'il s'agisse de cas isolés et non d'un phénomène généralisé, il demeure surprenant de constater que certains candidats prennent le risque de transgresser la loi et de s'exposer à de lourdes sanctions, alors même qu'ils savent qu'ils encourent des peines pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

À Tlemcen, le tribunal a condamné deux individus à quatre années de prison ferme pour tentative d'atteinte à l'intégrité des épreuves. Selon un communiqué du procureur de la République près le tribunal de Tlemcen, les faits remontent au 7 juin 2026, lorsqu'un candidat libre a été surpris en train d'utiliser un téléphone portable durant l'examen. Une enquête a été immédiatement ouverte et une expertise du contenu de l'appareil a été ordonnée.

À Biskra, dès le premier jour du baccalauréat, deux sœurs ont été placées en détention provisoire avant d'être présentées devant le procureur de la République. La candidate a été prise en flagrant délit, alors qu'elle utilisait une oreillette Bluetooth pour communiquer avec sa sœur restée à l'extérieur du centre d'examen. Lors de leur comparution devant le tribunal de Biskra, le procu-

reur a requis une peine de cinq ans de prison ferme à l'encontre des deux prévenues. Dès l'ouverture des épreuves, le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, avait mis en garde les fraudeurs. Il avait souligné que l'objectif n'était pas de sanctionner, mais de renforcer la conscience collective et le respect des règles d'intégrité. Le ministre a affirmé que son département ne souhaitait pas en arriver à des poursuites judiciaires ou à de telles extrémités, tout en rappelant que les contrevenants s'exposaient aux mesures légales en vigueur.

Il a également averti que les dispositifs technologiques déployés à l'occasion du baccalauréat 2026 permettent désormais de détecter immédiatement toute tentative de fraude. Les autorités sont ainsi en mesure d'identifier le candidat concerné, d'établir son identité et d'informer en temps réel les responsables du centre d'examen en cas d'utilisation illicite d'un téléphone portable ou de tout autre moyen de communication.

DES ÉPREUVES GLOBALEMENT ABORDABLES

Concernant le déroulement des épreuves durant cette troisième jour-

née, le constat général confirme la tendance observée depuis le début de l'examen. Il s'agit en fait d'un climat serein, une organisation jugée satisfaisante et des sujets globalement considérés comme abordables et conformes au programme enseigné dans les différents établissements.

C'est ce qu'ont indiqué plusieurs candidats à leur sortie des centres d'examen, toutes filières confondues.

Contrairement à l'année précédente, les candidats des filières Lettres et Philosophie ainsi que ceux des Langues étrangères ont estimé que les sujets de philosophie étaient accessibles et à la portée d'un élève moyen. Pour leur part, les candidats de la filière Sciences expérimentales ont jugé les sujets de Sciences de la nature et de la vie abordables, tout en soulignant leur longueur.

Par ailleurs, et selon certains avis qui se sont exprimés sur les réseaux sociaux, le sujet de Sciences de la nature et de la vie destiné à la filière Mathématiques était accessible, avec des exercices reposant sur des notions familières aux candidats. Les documents sont jugés clairs, directs et faciles à exploiter. Selon eux, le sujet se distingue par sa cohérence et sa bonne structuration.

ont été faites sur l'écosystème des startups en Algérie actives dans les domaines de l'économie verte et des technologies agricoles. La délégation a également visité les différentes infrastructures dont dispose le siège de cette organisation internationale à Alger.

Le bureau d'Alger de l'Institut vise à renforcer la coopération et la coordination entre les deux parties, notamment dans les domaines liés au développement durable, à la sécurité alimentaire, à la protection de l'environnement et au développement de l'économie verte, a-t-on souligné.

L'Algérie a adhéré à l'Institut à la mi-2025, dont la création a été convenue en 2012, et ce en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'Institut, dont le siège est situé à Séoul, a pour objectif de renforcer les capacités techniques des Etats membres dans les différents domaines liés à la croissance verte et à la durabilité.

patrie, ainsi qu'à renforcer leur contribution aux différents processus de développement national. Il a également été question d'évoquer les préparatifs en cours pour la saison estivale, M. Chaib ayant donné des instructions sur la nécessité de renforcer les dispositifs d'information et d'orientation au profit des membres de la communauté nationale, et de coordonner avec les différents intervenants afin de garantir les meilleures conditions d'accueil et d'accompagnement lors de leurs déplacements vers le pays, a-t-on ajouté de même source.

Au terme de la rencontre, M. Chaib a tenu à saluer les efforts consentis par les chefs et les agents des postes consulaires, les appelant à "poursuivre leur travail avec responsabilité et dévouement, afin de garantir un meilleur service à la diaspora et de concrétiser les directives des hautes autorités du pays en la matière".

Hydraulique Bouzegza appelle à accélérer la réalisation des projets

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a souligné, lundi à Alger, la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation des projets d'irrigation et de barrages et de mettre en service, dans les plus brefs délais, les installations ayant atteint leur phase finale, afin d'améliorer les performances et de renforcer le service public dans le secteur, indique un communiqué du ministère.

Lors d'une séance de travail, qu'il a présidée, consacrée au suivi des programmes relevant de l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), en présence des directeurs généraux et des cadres centraux des deux institutions, ainsi que des cadres centraux du ministère, le ministre a souligné l'importance de l'extension des superficies, de l'assainissement de la nomenclature des projets et du suivi rigoureux des différentes opérations enregistrées, tout en veillant à l'achèvement des projets en cours conformément aux normes techniques en vigueur et dans les délais fixés.

Il a également donné des instructions sur la nécessité de mettre en service les projets arrivés en phase finale dans les plus brefs délais, garantissant ainsi l'amélioration du service public dans le secteur de l'hydraulique, tout en assurant une exploitation optimale des investissements réalisés au profit des citoyens et du développement économique, précise la même source.

Le ministre a, en outre, mis en avant l'importance de l'extension des périmètres irrigués, compte tenu de leur rôle clé dans le développement de l'activité agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, tout en insistant sur la nécessité de mettre en œuvre les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation, et de renforcer la coordination et l'action commune avec le secteur de l'agriculture pour garantir la réalisation des objectifs établis.

A cette occasion, le Directeur général de l'ONID a présenté un exposé détaillé sur l'état des programmes et des projets de développement confiés à l'établissement, où un bilan comprenant 39 opérations a été présen-

té, réparties en 14 opérations d'étude, 15 opérations de réalisation et 10 de réhabilitation et de renouvellement, indique la même source.

Par ailleurs, le directeur général a évoqué la situation globale du programme de développement. Parmi les 23 opérations en cours de réalisation, 7 ont atteint un taux d'avancement égal ou supérieur à 80%, tandis que les procédures d'appel d'offres ont été lancées pour 12 opérations, 3 ont été achevées, et une autre sera lancée ultérieurement.

De son côté, le Directeur général de l'ANBT a présenté un exposé sur la situation globale du programme de développement de l'agence, précisant que cette dernière assure le suivi de 163 opérations financées par le budget de l'Etat dans le cadre des autorisations d'engagement, auxquelles s'ajoutent 3 opérations financées par un prêt du Fonds national d'investissement (FNI), réparties sur plusieurs programmes et projets stratégiques.

Concernant les études, le directeur général a indiqué que 7 opérations sont en cours de réalisation, tandis que 37 études ont été achevées, dont 29 relatives à la construction de nouveaux barrages, 7 portant sur des projets de transfert d'eau, et une étude consacrée à la protection du barrage de Beni Haroun.

Il a révélé que plusieurs grands projets structurants ont atteint des stades avancés de réalisation, et sont sur le point d'être réceptionnés, il s'agit notamment des barrages de Souk Tleta et de Sidi Khelifa dans la wilaya de Tizi Ouzou, du barrage de Boukhroufa dans la wilaya d'El Tarf, du barrage d'Oued Lazreg dans la wilaya de Khenchela, et du barrage de Bouhddid dans la wilaya d'Annaba.

"Ces projets sont à même de renforcer les capacités de mobilisation des ressources en eau et à consolider la sécurité hydrique à l'échelle nationale", selon le communiqué.

Rappelant que la parc national de barrages compte actuellement 82 barrages en exploitation, d'une capacité totale de stockage estimée à 8,63 milliard de mètres cubes, ainsi qu'un important réseau de transferts d'eau s'étendant sur plus de 1473 km.

L'Institut mondial pour la croissance verte ouvre un bureau à Alger

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, accompagnée du président de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a procédé mardi à l'inauguration du bureau d'Alger de cette organisation internationale.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence de M. Lounes Magraman, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn, ainsi que des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Dans une déclaration à la presse, M. Ban Ki-moon a exprimé sa "profonde gratitude" pour l'accueil chaleureux et le soutien fort apportés par l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi

que pour l'engagement constant de l'Algérie à œuvrer avec les Nations unies, les peuples du monde et le peuple algérien en faveur d'un monde meilleur et durable pour tous.

Il a ajouté que le bureau d'Alger de l'organisation constitue "une opportunité" pour les employés de l'Institut mondial pour la croissance verte de travailler pour les peuples d'Afrique, soulignant que lorsqu'il occupait le poste de Secrétaire général de l'ONU, il rappelait constamment qu'aucun pays dans ce monde, aussi puissant ou riche en ressources soit-il, ne peut parvenir seul à un meilleure et durable développement.

Mettant en avant l'importance de l'unification des efforts pour réaliser le développement durable, M. Ban Ki-moon a exprimé sa grande appréciation pour la vision "clairvoyante et à long terme qui pousse à travailler avec les organisations internationales, notamment l'Institut mondial pour la croissance verte".

A cette occasion, des présentations

Europe du Nord Chaib préside une réunion avec les chefs des postes consulaires

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane Chaib, a présidé, mardi au siège de l'ambassade d'Algérie à Bruxelles, une réunion de travail et de coordination avec les chefs des postes consulaires de la région de l'Europe du Nord, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue au Royaume de Belgique, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la poursuite des rencontres périodiques et d'orientation que tient le secrétaire d'Etat avec les chefs des missions et postes consulaires à l'étranger, conformément aux instructions des hautes autorités du pays visant à améliorer la qualité des prestations fournies aux membres de la diaspora, et à renforcer les mécanismes de prise en charge de leurs préoccupation et de réponse à leurs attentes, précise le communiqué.

La réunion a été consacrée à l'examen du bilan de l'activité consulaire et à l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des programmes et projets visant à moderniser le service consulaire, notamment à travers la généralisation de la numérisation, la simplification des procédures administratives et l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des citoyens, ajoute la même source.

Cette rencontre a aussi permis d'évaluer le niveau d'exécution des mesures prises au profit de la communauté nationale résidant dans les pays d'Europe du Nord, notamment en ce qui concerne le renforcement du travail de proximité, l'intensification des initiatives de communication, et le développement des mécanismes d'écoute et d'accompagnement, de manière à contribuer à la consolidation des liens entre les membres de la communauté et leur mère

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère des Finances
Direction des Impôts
Wilaya de Relizane

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales n° 01/2026 pour la douzième fois

NIF : 40800100104800400000

La Direction Des impôts, lance un avis appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales n° 02/2026, relatif à :

Opération : Eude, suivi ,Réhabilitation et aménagement des siège de l'administration fiscale "Direction des impôts relizane"

Projet : Travaux , Réhabilitation s et aménagement du siège de la "Direction des impôts relizane"

- Lots unique *

Les capacités professionnelles:

-Les entreprises intéressées par le present avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales, qui possèdent un certificat de qualification et de classification professionnel's **Catégories trois (03) ou plus** (en cours de validité)

Les capacités techniques:

ayant réalisées au moins un projet de meme nature de travaux de réhabilitation et d'aménagements ou restauration justifiés par une attestation de bone execution .

Les capacités financières:

la moyenne de chiffre d'affaires pour les trios dernières années (2022-2023-2024) est égale ou supérieur à 20.000.000.00 DA vise par les services concernés (services impots et comptable agreee).

Le dossier de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales est composé d'un dossier de candidature, offre technique et offre financière :

A-1. Dossier de candidature contient :

- 1- La déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée, datée, signée et cachetée.
- 2- La déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée, datée, signé et cachetée.
- 3- La copie de registre commerce électronique .
- 4 - la copie des statuts de la société, si le soumissionnaire une personne morale
- 5-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 6- Le certificat de qualification et de classification professionnelle suivant cahier des charge .
- 7-Attestation de bonne exécution pour les entreprises. Signée par le maître d'ouvrages.
- 8-Extrait de rôle apuré ou avec engagement de paiement des dettes+ calendrier de paiement les dettes échéant .accompagné avec échéancier de payer les dettes .
- 9- Attestations fiscales et parafiscales (CNAS-CASNOS-CACOBATPH) en cours de validité
- 10- Numéro d'immatriculation fiscale (NIF).
- 11- Casier judiciaire en cours de validité (moins de 03 mois).
- 12-Certificats de dépôts des comptes sociaux pour les entreprises de la dernière année 2024 (EURL, SARL, SPA, SNC...).
- 13- Bilans financiers des trois (03) années (2022-2023-2024)visés par les services des impôts et comptables agréés
- 14- RIB (Relevé d'identité bancaire)

L'offre technique contient

- 1)Déclaration à souscrire (remplie, signée, cachetée et datée).
- 2) Mémoire technique justificatif
- 3) Cahier des charges (signé, cacheté et daté) portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 4) Liste des moyens humains avec justifications de leur déclaration à la CNAS par des attestations d'affiliation Individuelles en cours de validité, y compris attestation + diplômes de qualification professionnelle ou contrat d'apprentissage.
- 5) Liste des moyens matériels avec justification (Carte grise + Police d'assurance++ Facture d'achat ou actes de location notariée qui porte le nom de soumissionnaire).
- 6) Procès-verbal de visite de site.
- 7) Planning de réalisation.

I. Dossier Offre Financière:

- 1) Lettre de soumission (remplie , signée, cachetée et datée).
- 2) Bordereau des prix unitaires (remplie, signé, cacheté et daté).
- 3) Devis Quantitatif et Estimatif (remplie, signé, cacheté et daté).

Les offres, techniques, financières et dossier de candidature sont insérés dans des enveloppes séparées indiquant la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas .Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure anonyme comportant la mention suivante :

appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales n° 02./2026

Opération : Eude, suivi ,Réhabilitation et aménagement des siège de l'administration fiscale "Direction des impôts relizane"

Projet : Travaux , Réhabilitation et aménagement du siège de la "Direction des impôts relizane"

"Lots unique "

« À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours** à compter de la date de la première diffusion de l'annonce de l'appel d'ouvert, avec capacités minimales dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP) ou la presse.

La date de dépôt des plis est fixée au dernier jour de la préparation des offres avant **14h00**, et les offres doivent être déposées au bureau des impôts la Direction des impôts à l'adresse suivant :

Direction des impôts de la Wilaya de Relizane

Rue el-larbi tebessi – Relizane (48000)

L'ouverture, en séance publique, des dossiers de candidatures, offres technique et financière, intervient pendant la même séance à la date et à l'heure d'ouverture des plis à 14h00, au niveau de la Direction des impôts. Le service contractant invite l'ensemble des soumissionnaires à participer à la séance d'ouverture des plis.

Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (Vendredi ou Samedi), la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- La durée de validité des offres est de trois (03) mois majorée de la durée de préparation des offres.

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales

N°02.../2026

" Offre financière "

Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

La Directrice

ANEP N° 2631009462 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 099831019295905

2eme AVIS CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

N° 04 / 2026

ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UN COLLEGE TYPE BASE 6 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (Cités habitat intégrées 2026)

La Direction des Equipements Publics de la wilaya d'Oran, lance concours national restreint de la maîtrise d'œuvre portant **ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UN COLLEGE TYPE BASE 6 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (Cités habitat intégrées 2026)**

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

SEULS les bureaux d'études d'architecture nationaux privé agréés ou public soumissionnaire a titre seul ou dans le cadre d'un groupement peuvent participé a ce concours disposants des capacités financière, techniques, juridiques et réglementaires conformes à la réglementation en vigueur sont invités à soumissionner.

Les candidats doivent impérativement satisfaire aux conditions d'éligibilité suivante :

1- En cas de soumissionnaires seul :

• Capacité Professionnelle :

- L'architecte soumissionnaire doit avoir une expérience égale ou supérieure à **03 ans** justifié par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

• Capacité Financière :

- Les candidats ayant un chiffre d'affaire cumulé égal ou supérieur à **2 .000.000, 00 DA** en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

• Capacité Technique :

- Disposant des professionnelles suivantes :

Références professionnelles :

- Ayant déjà conçu et suivi **au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B »ou plus**, ou bien **deux (02) projets classés à la catégorie « A » (Logement Exclu pour les deux catégorie A et B) , justifiées** par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître d'ouvrage public portant **étude et suivi** de l'ouvrage.(Les études d'adaptation, sont exclues).

2- En cas de soumissionnaires en groupement :

Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané : d'architectes et/ ou de bureaux d'études d'architecture agréé ou architectes avec ingénieurs en génie civile agréés **dont l'architecte doit être le chef de file** du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées :

• Capacité Professionnelle :

- L'architecte chef de fil ou l'un des membres doit avoir une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.
- Une copie du diplôme et de l'agrément des membres du groupement délivré par l'ordre des architectes en cours de validité et/ou une copie du diplôme d'ingénieur en génie civil .
- Un protocole d'accord liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement

Dés que le soumissionnaire en groupement sera retenu le protocole d'accord devra être notarié.

• Capacité Financière :

- Les candidats ayant un chiffre d'affaire cumulé égal ou supérieur à **2 .000.000, 00 DA** en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

Capacité Technique :

Les membres du groupement Disposent des références professionnelles suivantes :

Références professionnelles :

- Ayant déjà conçu et suivi **au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B »ou plus**, ou bien **deux (02) projets classés à la catégorie « A » (Logement Exclu pour les deux catégorie A et B), justifiées** par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître d'ouvrage public portant **étude et suivi** de l'ouvrage.(Les études d'adaptation sont exclues).

➤ **Le groupement doit être impérativement solidaire.**

➤ **Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaisante, l'offre sera rejetée systématiquement.**

Les bureaux d'études Peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la Direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran située à route du Tramway Hai El Yasmine, Bir El Djir Oran POSS2.

Les offres doivent être accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

A) Dossier de candidature

- 1- Déclaration de candidature ; jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
- 2- Une déclaration de probité ; remplis daté et signée.
- 3- Extrait de rôle activité apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement comprenant le NIF
- 4- Le numéro d'immatriculation fiscale NIF du soumissionnaire.
- 5- Relevé d'identité bancaire RIB
- 6- les bureaux d'études publics doivent disposer d'un registre de commerce ou un statut de création.
- 7- Tous documents permettant d'évaluer les capacités des candidats à savoir :
 - 1) **En cas de soumissionnaires seul :** l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités
 - 2) **En cas de soumissionnaires en groupement :** l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités.
- Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané : d'architectes et/ ou de bureaux d'études d'architecture ou architectes avec ingénieurs en génie civile agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement.
- À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées :
- Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement sera joint à la soumission, et dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement.
- Le groupement doit être impérativement solidaire
- Les plis devront être, cachetée sur laquelle seront portées les mentions, ci-après

2eme AVIS CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE N°/ 2026

ETUDE ET SUIVI POUR REALISATION D'UN COLLEGE TYPE BASE 6 AU NIVEAU DU SITE DES 5000/8000 LLV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (Cités habitat intégrées 2026)

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Adressé à Mr Le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran.

1- Dans une première phase, la date limite de dépôt des dossiers de candidature correspond au dernier jour de la durée de préparation qui est de **07 jours**, soit le à 12h00

- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en séance publique

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631009463 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

Oum El Bouaghi

Deux importants projets industriels lancés

Les travaux de réalisation de deux projets industriels représentant un investissement privé estimé à 71 milliards de dinars, seront lancés "dans les prochains jours" dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, selon le directeur du guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Rafik Kraïmia.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le premier projet porte sur la construction, dans la zone industrielle d'Ouled Gacem, près d'Ain M'li-la, d'une usine de production de pneumatiques pour véhicules d'une capacité de production annuelle de plus de 2 millions d'unités, fruit d'un investissement de 48 milliards de dinars.

Un second projet portant sur la réalisation d'une usine de production de batteries au lithium (pour voitures électriques et hybrides) sera également lancé dans la même zone industrielle, selon M. Kraïmia qui a indiqué que la capacité de production de cette usine, d'un coût de construction et d'équipement de 23 milliards de dinars, sera de 800.000 unités par an.

Soulignant que ces deux unités

industrielles "permettront de générer, à terme, plus de 3.000 postes d'emploi", le directeur du guichet unique de l'AAPI a fait savoir qu'une assiette foncière de quelque 15 hectares avait été attribuée à chacun de ces projets structurants accordés aux investisseurs concernés via la plateforme numérique mise à la disposition des porteurs de projets. Khaled Attia, membre de l'équipe initiatrice du projet de production de batteries au lithium, a souligné, dans une déclaration à l'APS, "le rôle actif de l'AAPI dans l'accompagnement de ce projet qui produira, en plus des batteries au lithium, des batteries de traction et des batteries industrielles".

Le même investisseur, qui devrait entamer les travaux de construction de l'usine "aussitôt après l'obtention du permis de construire", a rappelé les différentes étapes franchies pour atteindre cette phase avancée, à savoir l'enregistrement sur la plateforme numérique de l'AAPI, l'acceptation du projet, l'attribution du terrain industriel, la préparation de l'étude technique-économique du projet, puis le dépôt du dossier auprès de la même agence, ainsi que d'autres démarches qui ont

bénéficié de l'accompagnement de cet organisme à toutes les étapes.

Le même intervenant a indiqué que ce projet structurant, qui sera financé sur fonds propres en plus d'un prêt bancaire d'un montant total de 23 milliards de dinars, permettra de "renforcer ce type d'industries, créera 1.050 emplois et participera à la réduction des importations, tout en soutenant les énergies propres et renouvelables".

De son côté, le directeur exécutif du projet de production de pneumatiques pour véhicules, Yasser Boutebba, a expliqué que la capacité de production du projet, qui devrait obtenir un permis de construire "bientôt", est estimée à 2 millions de pneus pour camions, plus de 100.000 pneus pour engins de travaux publics et 50.000 pneus pour matériel agricole.

M. Boutebba a souligné "l'importance stratégique" de ce projet qui a bénéficié, selon lui, d'un "accompagnement permanent" de l'AAPI, avant d'affirmer que l'unité "fournira, à l'avenir, 2.100 postes d'emploi directs, contribuera à l'autosuffisance en matière de pneumatiques, réduira les importations et soutiendra l'économie nationale".

Constantine

Mise en service prochaine de la zone industrielle de Sidi Romane

La zone industrielle de Sidi Romane, dans la commune d'Ain Smara sera mise en service prochainement, marquant ainsi une étape importante dans la dynamique de développement économique et industriel local, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ce projet structurant dont les travaux d'aménagement frôlent les 90%, est appelé à abriter de nombreux investissements productifs, a indiqué la

cellule de communication de la wilaya, qui a mis l'accent sur l'importance du futur site industriel dans la création de richesses et d'emplois, ainsi que le renforcement de l'attractivité de la région.

S'étendant sur une superficie globale de 143 hectares, cette zone industrielle comprend plus de 260 lots de terrain destinés à l'investissement, a-t-on ajouté.

Parmi les travaux réalisés sur site

figurent notamment la réalisation de la voirie et des réseaux divers, des infrastructures essentielles qui permettront d'assurer aux futurs investisseurs des conditions optimales pour le lancement de leurs activités, a indiqué la même source. Dans le cadre du renforcement des équipements de base, deux réservoirs d'eau d'une capacité de 2.500 mètres cubes chacun sont également en cours de réalisation.

Ouargla

Deux centres d'accueil pour les candidats au Bac

Diverses actions de solidarité sont initiées en direction des candidats au baccalauréat, à travers les différents centres d'examens de la wilaya d'Ouargla.

Le président du Croissant rouge algérien (CRA) de la wilaya de Ouargla, Ahmed Ammi-Moussa, a fait savoir que deux centres d'accueil des candidats, entièrement équipés, notamment en moyens de climatisation, ont été désignés, en coordination avec les associations du ksar d'Ouargla.

Retenues au niveau d'établisse-

ments scolaires, ces deux structures d'accueil assurent des prestations multiformes, dont la restauration, avec plus de 200 repas/jour, des lieux de repos équipés en moyens de climatisation, en plus de l'accompagnement des candidats pensionnaires des établissements pénitentiaires de la wilaya.

De son côté, le Mouhafedh des Scouts musulmans algériens (SMA) de la wilaya, Mahmoud Nettari, a fait état d'un programme spécial pour soutenir les candidats, notamment en mettant à

leur disposition, à l'entrée des centres d'examen, des fardeaux d'eau fraîche et des confiseries.

Aussi, les structures de jeunes implantées à travers différentes communes de la wilaya ont été ouvertes aux candidats, leur offrant des salles de lecture et de révision et des espaces de repos et de restauration en sus du transport, dans certains cas.

Des mosquées et des écoles coraniques ont, à cette occasion, servi aussi d'espaces de détente et de récupération aux candidats.

Tamanrasset

21 espaces retenus pour la campagne électorale

Le dispositif électoral pour les législatives du 2 juillet prochain est fin prêt dans la wilaya de Tamanrasset où les préparatifs ont été achevés en vue de cette échéance, a indiqué la délégation locale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Pas moins de

62 sites ont été désignés pour l'affichage électoral des listes de candidatures validées, à travers les cinq (5) communes de la wilaya, a fait savoir le coordinateur local de l'ANIE, Chiakh Ouled El-Bekkaye. De même, 21 espaces ont été retenus pour les meetings de campagne,

répartis équitablement entre les huit (8) listes de candidatures partisanes en lice pour cette compétition électorale visant à s'adjuger les deux sièges réservés à la wilaya au sein de l'Assemblée populaire nationale (APN), a ajouté la même source. Le fichier électoral de la wilaya de Tamanrasset compte 122.879 inscrits, répartis sur 39 centres électoraux coiffant 236 bureaux de vote, dont 29 itinérants, selon les données de l'ANIE.

Bejaïa

La numérisation de la mémoire nationale un «défi stratégique»

Le ministre des Moudjahidi-ne et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a procédé, lundi dans la wilaya de Bejaïa, à l'inauguration et à l'inspection de plusieurs infrastructures et équipements relevant du secteur, dans le cadre des efforts visant à renforcer la prise en charge des moudjahidine et des ayants droit et à valoriser le patrimoine historique de la glorieuse Révolution de libération nationale.

A cette occasion, le ministre, accompagné du wali de Bejaïa, Kamel-Eddine Kerbouche, des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire, a inauguré, lors de sa visite de travail dans la wilaya, le Centre de repos des moudjahidine et des ayants droit de la commune de Souk El Tenine.

Dans une déclaration en marge de la visite, M. Tacherift a souligné que la réalisation de cette infrastructure à caractère social et de services dédiée aux moudjahidine et aux ayants droit, s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par l'Etat, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les mécanismes de prise en charge des moudjahidine et des ayants droit et à améliorer les prestations qui leur sont fournies, en reconnaissance des lourds sacrifices consentis pour l'indépendance de l'Algérie. Il a également précisé que ce centre, d'une capacité d'accueil de 140 lits, constitue un acquis "important" pour le secteur des Moudjahidine et des Ayants droit.

Par ailleurs, le ministre s'est

enquis du déroulement des travaux du projet de restauration et d'aménagement du centre de torture "Torno" dans la commune d'Aokas. Ce site historique témoigne des pratiques répressives perpétrées par le colonisateur français contre le peuple algérien durant la Révolution de libération. Le ministre a également suivi l'opération de numérisation des témoignages vivants et des documents historiques au niveau du musée du Moudjahid, la qualifiant d'"un des mécanismes modernes permettant de préserver le patrimoine documentaire national, d'en assurer la pérennité et de le mettre à la disposition des générations futures". Il a, en outre, présidé une cérémonie en l'honneur des étudiants lauréats du concours du meilleure site web dédié à la promotion de l'histoire nationale.

Cette distinction vient en "reconnaissance de leurs efforts scientifiques et de leurs contributions exceptionnelles à l'utilisation des technologies modernes au service de la mémoire nationale et de la préservation du patrimoine historique de l'Algérie", a-t-il déclaré. M. Tacherift a salué ces initiatives innovantes des jeunes, qui, selon lui, "reflètent la conscience des jeunes générations quant à l'importance de l'histoire nationale". Il a réaffirmé à cette occasion que la numérisation de la mémoire nationale représente un "défi stratégique" pour renforcer la présence de l'histoire algérienne dans l'espace numérique et assurer sa transmission aux générations futures avec des méthodes modernes.

Bouira

Les agresseurs d'un citoyen sur l'autoroute arrêtés

Farid Haddouche

Les éléments de la sécurité routière de la Gendarmerie de la wilaya de Bouira ont arrêté un groupe d'individus impliqués dans une agression physique contre un citoyen sur l'autoroute Est-Ouest, suite à la diffusion d'une vidéo sur les réseaux sociaux. Selon un communiqué du commandement de la Gendarmerie nationale, la

vidéo montrait un groupe de personnes à bord d'une Peugeot 207 agressant la victime sur l'autoroute. Une enquête a rapidement été ouverte afin d'identifier les agresseurs, en coordination avec le parquet du tribunal de M'Chedallah. Après complément d'enquête, les suspects ont été identifiés. Les gendarmes ont arrêté les suspects qui seront présentés aux autorités judiciaires compétentes.

Bouira

Un incendie détruit 5 ha de blé

Un incendie s'est déclaré dans une culture. Les services d'urgence de la protection civile du secteur de Oued El Berdi, appuyés par l'unité principale, sont intervenus avant-hier en fin de journée, à la suite d'un incendie qui s'est produit dans un champ céréalier au niveau du village d'El Messaoudia, commune de Oued El Ber-

di. L'incendie a ravagé environ 5 hectares de blé dur et endommagé 60 oliviers. Par ailleurs, les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de Lakhdaria sont intervenus hier à 8h20, à la suite de l'incendie d'un véhicule sur l'autoroute Est-Ouest. Le feu a entièrement détruit le véhicule utilitaire.

Farid Haddouche

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

24 dhou el hidja 1447

El Fedjr
03h27

Dohr
12h34

Assar
16h25

Maghreb
19h55

Icha
21h34



Horaires des prières pour Alger et ses environs

24 dhou el hidja 1447

El Fedjr
03h38

Dohr
12h48

Assar
16h39

Maghreb
20h10

Icha
21h50



D'une capacité de traitement de près de 23.000 m³/j Le projet de la STEP d'Oued Tlélat en dernière ligne droite

Houari Saaïdia

Les travaux de réalisation de la station d'épuration des eaux usées d'Oued Tlélat vont bon train avec un taux d'avancement jugé satisfaisant. Initié il y a plusieurs années, le projet, d'abord mis en veilleuse à cause de la crise financière de la décennie précédente, a été réactivé fin 2023 et les pouvoirs publics comptent bien veiller à ce qu'il soit livré dans les délais qui lui ont été impartis, fin 2026. Ce projet basé sur le système de traitement des eaux usées réalisé par l'Office national de l'assainissement (ONA) comprend une station d'épuration (STEP) à Oued Tlélat, conçue pour une capacité de 160.000 équivalents-habitants à l'horizon 2035, un collecteur d'eaux usées de 4 km, ainsi qu'une station de pompage à Mehdiya et une conduite de refoulement de 7 km. Le chantier a été d'ailleurs supervisé par le ministre de l'Hydraulique, Lounes Bouzegza, lors de sa récente visite de travail et d'inspection à Oran, en fin de semaine écoulée. Le projet de la station d'épuration des eaux usées d'Oued Tlélat est une infrastructure majeure conçue pour traiter 22.900 m³/jour. Cette station est tant attendue dans la région pour son impact, non seulement sur les localités de la région (Oued Tlélat, Mehdiya, Chekalil et Toumiat), mais également sur le mi-

lieu récepteur, en l'occurrence Oued Tlélat et Dayet Oum Ghellaz, où les eaux usées sont déversées sans traitement. Jusque-là, en effet, les déversements se font dans la nature avec ce qu'on peut imaginer comme désagréments pour les citoyens mais aussi pour l'environnement et c'est particulièrement le cas pour le lac Oum Ghellaz, une zone humide d'importance internationale. L'Etat a, faut-il le noter, initié beaucoup de travaux pour éviter que les rejets des eaux usées n'atteignent le lac mais avec cette STEP, le problème sera réglé définitivement, explique-t-on, tout en soulignant que les entreprises intervenantes mettent les bouchées doubles afin de livrer la STEP d'Oued Tlélat dans les délais convenus.

LES STEP DE MERS EL KÉBIR ET DE GDYEL SUR LA LANCÉE

La direction de l'Hydraulique de la wilaya d'Oran avait lancé des études spécifiques pour la réutilisation des eaux épurées de cette STEP pour l'irrigation agricole, s'inscrivant dans la stratégie globale de renforcement de la sécurité hydrique en Algérie. Pas moins de 21 projets de réhabilitation et d'installation du traitement tertiaire au niveau des wilayas de la région Ouest (Oran, Mostaganem, Tlemcen, Aïn Témouchent, Mascara et Sidi Bel-Abbès), ainsi que la réalisation de

nouvelles STEP, sont en cours d'exécution, selon l'ONA. Il s'agit de réaliser de nouvelles stations à Mers El Kébir, Oued Tlélat, et Gdyl suivant de nouveaux standards qui permettent une épuration optimale, ainsi que la mise à niveau d'autres stations existantes et l'adoption progressive du traitement tertiaire dans les stations de la région (une cinquantaine de stations), selon la même source. Les projets de réhabilitation et d'installation de traitement tertiaire permettront d'augmenter les eaux épurées de 400.000 mètres cubes par jour, et la réalisation des trois nouvelles STEP permettra d'injecter 78.000 m³ par jour supplémentaires.

La réutilisation directe des eaux épurées commence, ainsi, à prendre de l'essor, passant d'un taux de 5% en 2023 à 11% en 2024. Cette dynamique s'inscrit dans un effort national visant à améliorer la gestion des ressources en eau, à protéger l'environnement et à promouvoir la réutilisation des eaux épurées dans diverses applications industrielles et agricoles, selon la même responsable. Le taux de réutilisation direct des eaux épurées dans la région Ouest en croissance continue grâce à la réhabilitation de plusieurs stations d'épuration des eaux usées (STEP) et la réalisation de nouvelles, souligne-t-on à l'Office national de l'assainissement (ONA).

Saison estivale

32 plages autorisées à la baignade et quatre sites interdits

J. Boukraa

À l'approche de la saison estivale 2026, les autorités de la wilaya d'Oran finalisent les préparatifs destinés à accueillir les milliers d'estivants attendus sur le littoral oranais. Dans ce cadre, la Direction du tourisme et de l'artisanat a dévoilé la liste officielle des plages autorisées à la baignade ainsi que celles interdites au public, dans le souci de garantir la sécurité des vacanciers et de prévenir les risques liés à la mer. Au total, 32 plages ont été retenues et déclarées aptes à la baignade à travers plusieurs communes côtières de la wilaya. Ces espaces bénéficieront de dispositifs de surveillance et d'encadrement destinés à assurer les meilleures conditions d'accueil et de sécurité durant toute la période estivale.

Dans la commune d'Aïn El Kerma, relevant de la daïra de Boutlélis, les plages de Madagh et de Cap Blanc

figurent parmi les sites autorisés. Au niveau de la commune d'El Ançor, dans la daïra d'Aïn El Turck, les estivants pourront profiter des plages Les Andalouses 1 et 2, New Beach ainsi que Nakhil. La commune de Bousfer compte quant à elle plusieurs plages ouvertes à la baignade, notamment Corales, Bomo, Nedjma, la Grande Plage, Penika et Coste. Dans la commune d'Aïn El Turck, les plages de Cap Falcon, Les Dunes, Beloto, La Bretonne, Belle Vue, Saint Germain, Aïn Safia, Paradis, Beau Séjour, Trouville et Saint-Roch accueilleront également les vacanciers durant l'été. Plus à l'est du littoral oranais, la plage d'Aïn Franine, dans la commune de Bir El Djir, figure parmi les sites autorisés. Les plages de Dahaliz et Aïn Defla, situées dans la commune de Gdyl, sont également ouvertes à la baignade. À Arzew, la plage du Phare (ex-Saint-Michel) est maintenue parmi les espaces sur-

veillés, tandis que dans la commune de Marsat El Hadjadj, les plages de la Grande Plage et du Petit Port complètent la liste des sites autorisés.

Parallèlement, les autorités ont maintenu l'interdiction de baignade dans quatre plages présentant des risques pour les estivants. Il s'agit de la plage El Mactaâ, de la plage Casino à Marsat El Hadjadj, de la plage Les Falaises dans la commune d'Oran ainsi que de la plage Cap Carbon à Arzew.

À travers cette organisation, les pouvoirs publics entendent assurer un été placé sous le signe de la sécurité et de la prévention, tout en offrant aux citoyens des espaces de détente répondant aux normes de surveillance et de protection. Les estivants sont ainsi appelés à respecter les consignes de sécurité et à privilégier les plages autorisées afin de contribuer à la réduction des accidents de noyade et à la préservation des vies humaines.

Nouvelle opération à Aïn El Turck La commune intensifie la lutte contre les constructions illicites

Dans le cadre de l'application des directives des autorités visant à lutter contre les constructions sans autorisation et à préserver le libre accès aux plages, une nouvelle opération de démolition a été menée lundi dans la commune d'Aïn El Turck. Cette action s'inscrit dans la continuité des efforts engagés pour protéger le littoral et faire respecter la réglementation en vigueur, particulièrement à l'approche et durant la saison estivale. Les services concernés ont procédé à la démolition des fondations d'une construction destinée à l'édification d'un logement en bord de mer, réalisée sans permis ni auto-

risation légale. Une autre intervention a également ciblé un garage destiné au stationnement de bateaux, dont l'extension empiétait illégalement sur l'espace balnéaire. Par ailleurs, plusieurs murs et barrières érigés le long de la plage du Colonel Abbas ont été démolis afin de restituer ces espaces au public et garantir la libre circulation des estivants. L'opération s'est déroulée en présence du chef de daïra, du président de l'Assemblée populaire communale d'Aïn El Turck, du chef du service de la police de l'urbanisme, du commissaire de police judiciaire, du président de la commission de la construction et de l'urbanisme

ainsi que des agents de la régie communale. Les autorités locales ont réaffirmé leur détermination à poursuivre les actions de contrôle et de démolition de toutes les occupations illicites du domaine public maritime. Elles ont également souligné que les opérations de libération des plages se poursuivront tout au long de la saison estivale afin d'assurer aux citoyens un accès libre et gratuit aux espaces balnéaires, conformément à la législation en vigueur. **J. Boukraa**

Un dealer arrêté et 1.230 comprimés psychotropes saisis

Quelque 1.230 comprimés psychotropes ont été saisis par les éléments de la 21^{ème} sûreté urbaine et un dealer a été appréhendé pour détention et commercialisation de stupéfiants. L'affaire a été solutionnée à la suite d'informations parve-

En prévision de la réfection de l'axe routier port de pêche-port commercial Des travaux de transfert des conduites AEP en phase d'achèvement à Arzew

K. Assia

En prévision du lancement des travaux de réfection de l'axe routier reliant le port de pêche et le port commercial d'Arzew, une vaste opération de transfert des canalisations de gaz et d'électricité lancée il y a quelques jours a été achevée par les services de Sonelgaz Es-Sénia. Les travaux financés par la commune d'Arzew portent sur un déplacement des canalisations afin de pouvoir lancer le projet de réfection de tout l'axe routier. Par ailleurs, pour ce qui est des travaux de transfert des canalisations de l'AEP confiés à la SEOR et financés toujours par l'APC d'Arzew, des sources communales ont indiqué que ceux-ci sont en phase finale et enregistrent un taux d'avancement appréciable. Dans ce contexte, on saura que ces opérations techniques ont été lancées pour protéger les canalisations et éviter toute intervention future pouvant affecter le réseau routier.

Ainsi et une fois les travaux de transfert terminés, un projet de réfection et de réhabilitation de la chaussée le long de cet axe routier sera lancé par les services de la commune d'Arzew ce qui va contribuer à améliorer les conditions de mobilité et renforcer l'attractivité de la zone portuaire et surtout le cadre de vie des riverains. Notons qu'une opération de réhabilitation urbaine portant sur la réfection de la chaussée et des différents accès en plus du revêtement des trottoirs est lancée dans la commune d'Arzew. Un projet d'envergure dont l'impact sera considérable dans la modernisation du réseau routier et aussi dans l'amélioration du cadre de vie des habitants. Il s'agit, selon des sources communales, de l'une des plus grandes opérations lancées au centre-ville d'Arzew de sorte que les

travaux déjà entamés concernent des points à grand trafic du centre-ville et ce de la place 1^{er} Novembre jusqu'au quartier Les Chevriers. Toutes les rues et ruelles sont concernées par ces travaux de réhabilitation et de réfection et un montant de 120 millions de dinars a été débloqué pour concrétiser cette opération tant attendue par les riverains. Celle-ci marque une nouvelle phase, selon les mêmes sources, pour la ville d'Arzew puisque le projet portera sur le revêtement et la réfection de tous les trottoirs et toutes les rues.

Lors d'une sortie sur site, le maire d'Arzew accompagné des élus locaux a inspecté les travaux et a souligné l'importance de ce projet dans l'amélioration du cadre de vie des riverains. En effet, la nouvelle stratégie urbaine permet de l'avis de nombreux natifs de la ville, de concilier les riverains avec le centre-ville et autres quartiers de cette localité. Il sera question d'embellir cette vitrine qui donne sur la mer de quoi promouvoir les capacités touristiques de cette ville. Outre la réfection de la chaussée, un projet de réhabilitation et de renouvellement du réseau d'assainissement des eaux usées est lancé dans le quartier de la cité Khalifa Ben Mahmoud (cité des Complexes) et ce après l'installation, mardi, de l'entreprise chargée des travaux. Les travaux visent à rénover tout le réseau d'assainissement jugé vétuste de sorte que ce dernier datant des années 80, date à laquelle la cité a été réceptionnée, ne répond plus aux besoins de la population. L'APC prévoit une grande opération d'aménagement de tout ce quartier une fois ces travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées achevés, le coût financier de ce projet est estimé à 66,99 millions de dinars.

Oran concrétise la gratuité des plages Lancement de l'installation des tables, chaises et parasols

La wilaya d'Oran est passée à la phase de concrétisation de l'une des mesures phares annoncées en prévision de la saison estivale 2026. Les premières opérations d'installation de tables, chaises et parasols gratuits ont été lancées ce lundi sur les plages de la côte oranaise, avec une première expérience mise en œuvre au niveau de la plage de Madagh. Cette opération intervient en application des instructions du wali d'Oran, M. Ibrahim Ouchène, dans le cadre de la garantie de la gratuité des plages, de la lutte contre toutes les formes d'exploitation illégale du littoral et de l'amélioration des conditions d'accueil des estivants. Les équipements mis à la disposition des citoyens sont fournis par des opérateurs économiques et industriels locaux ayant adhéré à cette initiative inédite. Tables, chaises et parasols arborent ainsi les logos et marques commerciales des entreprises participantes, leur offrant un espace de visibilité et de promotion sur les plages de la wilaya,

tandis que les estivants bénéficient gratuitement de ces installations.

Cette formule, fondée sur un partenariat entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, permet de concilier intérêt général et promotion de l'activité économique locale. Les entreprises participantes contribuent à l'amélioration des services offerts aux vacanciers tout en bénéficiant d'une vitrine publicitaire à forte fréquentation durant toute la saison estivale. Une démarche inédite à l'échelle de la wilaya d'Oran, qui repose sur la mise à disposition gratuite d'équipements de plage financés par les entreprises locales, en contrepartie de l'affichage de leurs marques commerciales. À travers cette action, les autorités locales entendent donner un contenu concret au principe de gratuité des plages, préserver leur caractère public et mettre fin aux pratiques de location illicite qui suscitent chaque année de nombreuses réclamations de la part des estivants.

J. Boukraa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 dhou el hidja 1447

El Fedjr
03h59

Dohr
13h03

Assar
16h52

Maghreb
20h23

Icha
22h01



Adrar

Le ministre de l'Industrie inaugure deux briqueteries



Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a procédé lundi dans la wilaya d'Adrar, à l'inauguration de deux briqueteries, au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Fenoughil.

Au cours de la cérémonie inaugurale de ces deux unités industrielles, récupérées dans le cadre des biens saisis, le ministre de l'Industrie qui était accompagné de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a assisté à une présentation exhaustive faite par les responsables du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), au niveau du site de Fenoughil, sur les différentes étapes de réhabilitation et de mise en exploitation des deux unités. Au niveau de la zone industrielle d'Adrar, M. Yahia Bachir a procédé à la mise en service de la briqueterie qui relève désormais de la société industrielle des matériaux de construction (SIMCA), du Groupe GICA. S'exprimant à cette occasion, le ministre s'est félicité des avancées dans la concrétisation des projets industriels, conformément aux orientations des hautes instances du pays, visant à relancer les biens industriels récupérés et leur conversion en véritables outils de production contribuant à la génération de valeur ajoutée, de richesse et d'emplois. Et d'ajouter que cette visite lui a permis d'inspecter trois (3) projets stratégiques de fabrication de matériaux de construction, sous la supervision de la société SIMCA (groupe GICA), dans une démarche traduisant la volonté de l'Etat de les intégrer dans le tissu industriel national.

La capacité de production de la briqueterie de Fenoughil, qui a bénéficié d'un investissement de 1,76 milliard DA, s'élève à 300.000 tonnes/an, soit 60 millions de briques, et offre une centaine d'emplois directs.

La briqueterie du chef-lieu de wilaya, mise en service, d'une capacité théorique de 130.000 tonnes/an, a bénéficié d'un investissement de 2,36 milliards DA et génère une centaine d'emplois.

Le ministre a également inspecté la briqueterie Timadnine-1, au chef-lieu de wilaya, qui a bénéficié d'un investissement de 1,25 milliard DA et qui devra assurer, au terme de sa réhabilitation, une production de 72.000 tonnes/an. In situ, le ministre a relevé que le volume d'investissement global injecté par les pouvoirs publics, à travers SIMCA et GICA, pour les trois unités industrielles dépasse les 5,37 milliards DA, pour une capacité de production

appelée à dépasser les 552.000 tonnes/an, soit plus de 110 millions d'unités de briques.

Pour sa part, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a inauguré le complexe touristique «Foggara».

Supervisant en compagnie du ministre de l'Industrie la cérémonie inaugurale de cette installation touristique récupérés dans le cadre des biens saisis, Mme Meddahi a indiqué que "la relance de cette installation touristique classée cinq (5) étoiles, intervient en application des orientations des hautes instances du pays visant l'exploitation des projets récupérés pour renforcer la dynamique socio-économique, locale et nationale".

Et d'ajouter que le secteur du Tourisme a bénéficié d'une dizaine de projets saisis et récupérés, dans plusieurs wilayas du pays, qui ont été transférés au secteur public, sous la gestion du groupe Hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT), dont quatre dans la wilaya d'Adrar.

Ces derniers englobent trois (3) établissements hôteliers au chef-lieu de wilaya et un quatrième dans la commune de Reggane, devant entrer en exploitation à la fin de l'année en cours.

Sidi Bel-Abbès

Les chantiers de l'Education et de la Santé au menu du wali

Plusieurs communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès enregistrent une dynamique de développement à travers de nombreux projets en cours de réalisation dans les secteurs de l'éducation, de la santé, et de la jeunesse et des sports, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

La cellule d'information et de communication a précisé que le wali, Kamel Hadji, a inspecté hier lundi les travaux de concrétisation de 12 projets de développement à travers 9 communes, s'enquérant ainsi de la disponibilité des structures publiques en prévision de la prochaine rentrée scolaire et de la saison estivale 2026.

Dans le secteur de l'éducation, le premier responsable de l'exécutif a inspecté le projet de réalisation d'un nouveau lycée d'une capacité de 1.000 places pédagogiques comprenant 34 classes dans la commune de Ras El Ma, où il a insisté sur l'accélération du rythme des travaux afin de le mettre en service dès la prochaine rentrée scolaire.

Il a, en outre, examiné dans la commune de Oued Sebaâ, le projet d'un autre lycée d'une capacité de 600 places pédagogiques doté d'une demi-pension offrant 200 repas, ordonnant à cet effet l'aménagement du périmètre extérieur et le renforcement du chantier en moyens humains pour une livraison avant le 31 décembre prochain.

Ce même délai de rigueur a été fixé par le wali pour le projet d'un CEM de 24 classes à Oued Taourira, d'un autre collège de 28 classes dans la commune de Telagh, renforcé par des laboratoires, un amphithéâtre et un lo-

gement de fonction, en plus du projet d'un lycée de 600 places pédagogiques dans la commune de Mezaourou.

Pour ce qui est du secteur de la santé, le wali a inspecté les travaux d'aménagement et de modernisation de l'hôpital mixte de la commune de Tabia, qui ont ciblé différents services médicaux vitaux, des pavillons, ainsi que les travaux d'aménagement extérieur de l'établissement, donnant à cette occasion des instructions fermes quant à la nécessité de prolonger les horaires de travail en système de brigades pour réduire les délais de réalisation.

Dans la commune de Ras El Ma, il s'est rendu à l'hôpital mixte «chahid Belbachir Kaddour» pour s'enquérir des services ayant bénéficié de cette modernisation, tout en inspectant les équipements et le matériel médical moderne mobilisés par l'Etat pour améliorer la qualité de la prise en charge des patients et assurer des conditions de travail adéquates aux équipes médicales et paramédicales.

Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale, le wali s'est enquis de la situation et de la fonctionnalité des piscines municipales au niveau des communes de Sidi Ali Benyoub, Moulay Slissen, Ras El Ma, Marhoum et Telagh. Lors de sa tournée dans ces structures de jeunesse, il a insisté sur l'obligation d'assurer un suivi permanent de l'hygiène périodique, du contrôle de la qualité de l'eau et de la maintenance des installations, appelant à suivre le slogan «La natation pour tous», afin de permettre aux enfants et aux jeunes de profiter de ces espaces dans les meilleures conditions.

Tiaret

Une autre étape pour le film historique sur Hamdani Adda

El-Houari Dilmi

La préservation de la mémoire nationale et sa transmission aux générations futures, est au cœur du projet du film historique sur le chahid Hamdani Adda dit «Si Othmane» brûlé vif par l'OAS», a annoncé d'emblée le directeur des moudjahidine et ayants droit, Belgoumidi Bouasria. Placé sous la supervision directe du ministre des Moudjahidine et ayants droit, le projet de film historique sur le chahid Hamdani Adda est à sa dernière étape avant l'achèvement de l'écriture du scénario prévu à la fin de l'année en cours. C'est ce qu'a annoncé, lundi, le réalisateur du film historique, Nouredine Zerrouki, qui a révélé que l'écriture du scénario a atteint un taux de 60% à ce jour. En effet, lors d'une conférence de presse organisée au siège de la direction des moudjahidine, un exposé complet sur l'état d'avancement de la grande œuvre cinématographique a été présenté. Cette conférence de presse, tenue en présence du directeur de wilaya des moudjahidines, du secrétaire de wilaya de l'ONM, de la direction de la Culture et la SARL «Cinéma-jeunes», productrice du film et des membres de la commission de suivi et de préparation du film, un long aperçu a été donné sur le recueil de pas moins de 31 témoignages

vivants pour un volume horaire de 19 heures auprès des moudjahidine et proches des trois martyrs, compagnons de cellule de Hamdani Adda, au niveau des wilayas d'Oran, Mascara et Relizane. Selon le producteur du film, Abdelhalim Zerrouki, «reste maintenant la dernière étape en ce qui concerne le recueil de la matière historique qui est la wilaya de Tiaret», terre natale du chahid Hamdani Adda. Intitulée «opération zéro heure», cette opération, lancée à la date symbolique du 08 juin journée nationale de l'artiste, doit prendre plusieurs mois et concernera tous les moudjahidine encore en vie pour recueillir leurs témoignages filmés aux quatre coins de la wilaya. La Déclaration de «l'opération zéro heure», signée par les quatre partenaires (direction des moudjahidine, Organisation nationale des moudjahidine, direction de la Culture et la société «Cinéma-jeunes» des frères Zerrouki), sera réalisée à l'identique de l'organisation géographique des éléments de l'ALN lors de la glorieuse guerre de libération nationale. D'ici la fin de l'année en cours et l'achèvement de l'écriture du scénario, «il restera une autre étape importante, celle de la préparation du décor, le casting des acteurs et figurants, le repérage des lieux de tournage avant le premier coup de manivelle prévu vers l'été de l'année prochaine».

Chlef

CNR : dématérialisation progressive des services

Abbad Miloud

Le directeur de l'agence de la caisse nationale des retraites (CNR) de la wilaya de Chlef par intérim, M.Merouani, et Mme Djebaili chargée de la communication, ont animé, lundi, une conférence de presse au siège de la structure pour présenter

les réformes destinées à moderniser la gestion des pensions et à simplifier les démarches administratives. Au cœur de cette stratégie figure la dématérialisation progressive des services. Preuve de vie à distance grâce à la reconnaissance faciale, consultations des prestations via les applications mobiles «Retraite Dz» et «Ta-

kaoudi», ou encore accès simplifié aux informations sans déplacement. L'agence locale de la CNR a organisé du 24 mai au 8 juin, une caravane de sensibilisation. Elle est composée de cadres de la CNR qui ont sillonné le territoire de la wilaya pour expliquer et vulgariser les réformes notamment l'application «Retraite Dz».

Tindouf

Renforcer la conservation des documents administratifs

Les participants à une journée d'étude organisée, lundi dans la wilaya de Tindouf, dans le cadre de la célébration de la Semaine internationale des archives, ont souligné l'importance du renforcement des mécanismes de gestion et de conservation des documents administratifs, considérés comme un pilier essentiel de la gouvernance au sein des administrations publiques et comme une garantie de la préservation de la mémoire institutionnelle.

Habib Dahou Asma, documentaliste et archiviste au sein du Centre national des documents et des archives, a indiqué que cette rencontre, organisée en coordination avec les services de la wilaya de Tindouf et la Direction générale des Archives nationales, vise à faire connaître l'im-

portance du secteur des archives ainsi que les modalités d'élaboration des tableaux de gestion des documents administratifs dans les différentes institutions publiques.

L'intervenante a expliqué que le tableau de gestion constitue un outil stratégique permettant d'organiser les documents et dossiers au sein des administrations publiques. Il permet de recenser les différents documents produits dans le cadre de l'activité administrative et de déterminer leur devenir selon les différentes étapes du traitement archivistique.

Elle a ajouté que les documents passent par plusieurs phases. La première est la phase active, durant laquelle ils présentent une valeur administrative directement liée à l'activité quotidienne de l'institution.

Ils passent ensuite à la phase semi-active, où ils acquièrent une valeur juridique et probatoire, notamment pour le règlement des litiges et l'appui à la prise de décisions de référence. Enfin, intervient l'étape de l'évaluation des documents afin de déterminer ceux qui doivent être conservés dans les archives institutionnelles en raison de leur valeur historique.

De son côté, le secrétaire général de la wilaya de Tindouf, Kaci Imrane, a présenté une communication intitulée «La situation des archives dans la wilaya de Tindouf», dans laquelle il a abordé la réalité des archives locales et l'importance de leur valorisation, tout en exposant le cadre réglementaire régissant leur gestion et leur protection.

Amical : Demain à 01h00 : Algérie-Bolivie Dernier examen avant l'Argentine



M. Zeggai

A l'approche de cette ultime rencontre amicale, les interrogations se multiplient autour des intentions du staff technique et des objectifs recherchés à travers ce dernier test avant le début de la coupe du monde. Plusieurs scénarios sont envisageables pour le sélectionneur national lors de ce match contre la Bolivie. Le coach national va-t-il aligner son équipe-type afin de renforcer encore davantage la cohésion du groupe et installer les automatismes nécessaires ? Ou choisira-t-il plutôt de procéder à effectuer quelques changements en offrant du temps de jeu à Bensebaïni et Boudaoui, désormais remis de leurs blessures et à ceux qui n'ont pas participé à la dernière rencontre face aux Pays-Bas ? Entre ces deux options, une troisième voie semble également possible : celle d'un dosage équilibré, permettant à la fois de peaufiner les derniers réglages tactiques en prévision du match contre l'Argentine. Pour les Verts, le résultat demeure certes secondaire, l'essentiel étant de préserver les acquis collectifs et

de s'appliquer rigoureusement dans l'exécution du plan de jeu. Toutefois, une victoire ne serait pas anodine : elle viendrait conforter la dynamique de l'équipe et renforcer la confiance avant la compétition officielle. Au-delà de l'enjeu comptable, ce match s'annonce comme un véritable test tactique entre deux sélections aux identités distinctes. Pour les Verts, il s'agit surtout de confirmer les ambitions affichées depuis le début de la préparation, portée par un groupe déterminé à relever le défi face aux meilleures nations de la planète.

A Kansas City, l'ambiance monte déjà autour de l'équipe nationale. A leur arrivée, les joueurs ont été accueillis par une marée de supporters algériens dans une atmosphère survoltée. Chants, drapeaux ont accompagné l'arrivée des Verts, témoignant de l'engouement exceptionnel de la diaspora et des fans venus soutenir l'EN. Une ferveur qui confirme, une fois de plus, l'attachement indéfectible du public algérien à son équipe. Les joueurs algériens abordent ainsi leur aventure mondiale dans un contexte de forte mo-

bilisation populaire, avec un soutien massif déjà perceptible avant même le début de la compétition.

En face, la Bolivie semble décidée à effacer la lourde défaite concédée face à l'Ecosse (0-4). Une motivation supplémentaire qui promet une opposition plus engagée, malgré le caractère amical de la rencontre. L'entraîneur bolivien, Oscar Villegas, a clairement affiché ses ambitions pour cette empoignade. Pour cela, il misera sur l'expérience et l'émergence de jeunes talents à l'image des Ramiro Vaca (WA Casablanca), considéré comme le maître à jouer de cette sélection bolivienne, Miguel Terceros (Santos FC), le grand espoir du football bolivien, Diego Arroyo (Chakhtar Donetsk), Diego Medina (CSKA 1948 Sofia), Lucas Macazaga (CG Leganès) ainsi que quelques éléments évoluant en championnat de Bolivie tels que les Carlos Lampe, Guillermo Viscarra et Luis Haquin, le patron de la défense. Enfin, aux dernières nouvelles, nous avons appris que le match se jouera à huis clos et ne sera pas retransmis à la télévision en attendant la confirmation.

Coupe du monde 2026 Le maire de Kansas City souhaite la bienvenue à l'EN et à ses supporters

Le maire de la ville américaine de Kansas City, Quinton Lucas, a souhaité la bienvenue à l'équipe nationale algérienne, arrivée aux Etats-Unis à l'aube avant-hier en prévi-

sion de sa participation à la phase finale de la Coupe du monde. Dans un message publié sur la plateforme X, Quinton Lucas a écrit : «As-salamou Alaïkoun, Algérie. Nous

sommes honorés d'accueillir les Fennecs ainsi que tous les supporters de l'équipe nationale algérienne à Kansas City et dans sa région à l'occasion de la Coupe du monde».

Ligue 2 Vers l'annulation du nouveau format de championnat

Selon une source bien informée, la FAF pourrait revenir à l'ancien format du championnat de la Ligue 2 avec l'éventualité de conserver les deux groupes, Centre-Ouest et Centre-Est. Une orientation qui remettrait en cause le nouveau système de compétition précédemment validé, lequel pourrait, selon nos informations, être annulé dans le cadre des ajustements en cours au sein des ins-

tances fédérales. On croit savoir, à cet effet, que le Bureau fédéral aurait chargé une commission de travailler sur une nouvelle formule plus équilibrée avec pour objectif de réduire le nombre d'équipes concernées par la relégation et d'assurer une meilleure stabilité des championnats. Cette décision, suivie par pratiquement tous les clubs de l'antichambre de l'élite, marque une nouvelle étape

dans la réflexion autour de la restructuration des compétitions. Aux dernières nouvelles, on a appris que la proposition visant une rétrogradation massive de dix équipes par groupe en Ligue 2 a été gelée. Si c'est le cas, sur quelle base et quels critères les membres du Bureau fédéral ont-ils adopté ce nouveau système ? La question reste posée.

R. S.

CR Belouizdad Le Chabab poursuit sa refonte organisationnelle

Le CR Belouizdad poursuit sa restructuration interne avec de nombreux changements au niveau de sa direction. Le nouveau président du Conseil d'administration, Mohamed Arar, a pris d'importantes décisions en mettant fin aux fonctions du directeur général de la Société sportive, Abdelmoumen Berraf ainsi que du directeur exécutif Amine Sebai dans le cadre d'une nouvelle phase de réorganisation. Selon nos informations, le départ de Berraf Abdelmoumen intervient à la suite de divergences de vision avec la nouvelle direction du club. Pour sa part, Amine Sebai quitte son poste après une courte expérience, «à la suite d'un rapport transmis à la direction concernant les activités de son académie privée spécialisée dans le management sportif», croit-on savoir. Ces décisions s'inscrivent dans la volonté de la direction du CR Belouizdad de réorganiser la structure du club à l'approche des préparatifs de la nouvelle saison. Le

Chabab entend ainsi renforcer sa stabilité administrative et poser les bases d'une gestion plus structurée en vue des prochains défis. Ainsi donc, une nouvelle ère commence pour le CR Belouizdad qui entend renouer avec ses lettres de noblesse et répondre à l'attente de son public pour se racheter des ratages de la saison écoulée. A cet effet et à propos du staff technique, la direction des "Rouge et Blanc" poursuit activement ses démarches pour renforcer son encadrement technique. Selon plusieurs sources, les responsables du CRB ont pris attache avec le coach tunisien Nabil Maïloul.

Les négociations entre les deux parties auraient considérablement progressé, laissant entrevoir la possibilité d'un accord définitif pour la prise en main de l'équipe première. Côté effectif, on annonce l'arrivée de Benzaza de l'USM Alger qui aurait trouvé un accord avec les responsables du club.

M. Zeggai

La vie des clubs

● USM ALGER : FRACTURE CONFIRMÉE POUR AZZI

Coup dur pour les Usmistes algérois. Les examens médicaux ont révélé une fracture au niveau de la cheville de son défenseur Azzi qui a contracté une blessure lors du match contre le MCO. Selon les informations recueillies, le défenseur de l'USMA devra observer une période d'immobilisation d'un mois avant d'entamer la phase de rééducation. Toutefois, les premiers diagnostics se veulent rassurants quant à son retour. Sauf complication, Azzi devrait être opérationnel pour la reprise des entraînements et le début de la préparation en vue du prochain exercice.

● BOUSSELIOU SE RAPPROCHE DE L'O. AKBOU

L'Olympique Akbou a entamé son mercato estival et serait sur le point de finaliser sa première recrue. Selon les informations qui nous sont parvenues, l'attaquant Bousseliou aurait donné son accord de principe au club au terme d'une expérience de courte durée en championnat libyen. Voilà une arrivée, si elle se confirme, qui viendrait renforcer l'attaque, la formation de l'Olympique et ses ambitions pour la saison prochaine.

● ASO CHLEF : EL AÏDOUNI, PREMIÈRE RECRUE ESTIVALE ?

La direction du club chélifien est sur le point de boucler l'arrivée du latéral droit El Aïdouni qui devrait, sauf imprévu de dernière minute, s'engager avec l'ASO Chlef en provenance de l'USM Annaba. Les discussions entre les différentes parties sont sur la bonne voie. Selon de nombreux observateurs, le joueur en

question est considéré comme un élément capable d'apporter de la stabilité à l'arrière-garde de la formation de Chlef et de la concurrence sur le flanc droit.

● GC MASCARA : L'AGO REPORTÉE

L'Assemblée générale ordinaire du GC Mascara n'a pas eu lieu en raison de l'absence du quorum requis. Face à cette situation, ce conclave a été reporté à demain à 18h. Cette AGO revêt une importance particulière pour l'avenir du club puisqu'elle doit permettre aux présents de débattre plusieurs dossiers liés à la gestion et aux perspectives du Ghalia pour la prochaine saison. Du côté des supporters, on estime que ce report risque d'être préjudiciable au club qui continue de payer cash les anciens réflexes.

● WA TLEMSEN : LE PUBLIC EXIGE UN CHANGEMENT RADICAL

Face à la situation actuelle du Wided, de nombreux supporters expriment leur ras-le-bol et réclament un changement radical à la tête de l'équipe dirigeante. Pour eux, un départ collectif des responsables apparaît comme une nécessité afin de permettre au club de repartir sur de nouvelles bases. Ils estiment toutefois que les dirigeants actuels doivent auparavant rendre des comptes sur leur gestion et assumer pleinement leurs responsabilités avant de quitter leurs fonctions. Ainsi donc, après un mois de la fin de saison, le flou persiste. Aucune décision claire n'a été prise concernant l'avenir du club. A cet effet, les fans s'interrogent sur les perspectives de leur équipe et réclament davantage de visibilité quant à la préparation de la prochaine saison.

M. Z.

Classé No 1 de l'arbitrage africain par la CAF en 2025 Un arbitre somalien écarté du Mondial-2026 après s'être vu refuser l'entrée aux Etats-Unis

L'arbitre somalien Omar Artan, refoulé samedi à son entrée aux Etats-Unis, n'officiera pas durant la Coupe du monde de football devant débiter jeudi, a annoncé la Fédération internationale de football (Fifa) à l'AFP lundi. «La Fifa confirme que l'arbitre Omar Abdulkadir Artan ne pourra ni s'entraîner ni officier lors de la Coupe du monde 2026, après s'être vu refuser l'entrée aux Etats-Unis», a indiqué l'instance. «La Fifa n'intervient pas dans les procédures d'immigration du pays hôte, y compris dans l'octroi des visas, et a été informée par les autorités que le statut de M. Artan ne serait pas modifié pour le moment», est-il ajouté dans le communiqué. «Conformément aux précédentes compétitions organisées par la Fifa, c'est le gouvernement du pays hôte qui détermine en dernier ressort qui reçoit un visa et qui est admis sur son territoire», a encore rappelé la Fédération internationale.

Les raisons du refoulement d'Omar Artan, qui a notamment arbitré en Coupe d'Afrique des nations (CAN), ne sont pas connues. Contactée par l'AFP, la police aux frontières américaines (CBP) a expliqué que «le 6 juin, un ressortissant somalien est arrivé à l'aéroport international de Miami en provenance de l'aéroport international

d'Istanbul (...). Au cours des formalités, le voyageur a été soumis à une inspection supplémentaire, une étape de routine». «A l'issue de l'inspection, le voyageur, un arbitre de la Coupe du monde, a été jugé inadmissible en raison de problèmes liés à la vérification de ses antécédents et s'est vu refuser l'entrée sur le territoire», a ajouté l'agence dépendant de la Sécurité intérieure des Etats-Unis. Pourtant, «Omar Abdulkadir Artan disposait d'un visa en règle», a assuré lundi Ciise Aden Abshir, haut conseiller auprès du ministère somalien de la Jeunesse et des Sports, interrogé par l'AFP.

LA SOMALIE DANS LE VISEUR DE TRUMP

La Somalie est l'un des nombreux pays dont les citoyens sont frappés d'une interdiction de voyage aux Etats-Unis par l'administration de Donald Trump. Omar Artan «compte parmi les arbitres les plus respectés d'Afrique» et lui «refuser l'entrée aux Etats-Unis et l'empêcher d'officier (...) porte préjudice non seulement à sa personne, mais sape également l'engagement du football en faveur de l'équité, du mérite et de l'esprit du fair-play», a regretté M. Abshir. «La communauté du football devrait le soutenir en cette période difficile», a encore es-

timé cet ancien capitaine de l'équipe nationale somalienne. Dans un communiqué à l'AFP, Omar Artan a dit être «dans un état d'esprit positif» et indiqué vouloir se concentrer sur «les prochains défis de (sa) carrière d'arbitre».

Il devait être le premier arbitre somalien à officier lors d'une phase finale de Coupe du monde. Agé de 34 ans, il faisait partie des 52 hommes en jaune sélectionnés pour tenir le sifflet au Mondial coorganisé en juin et juillet par le Canada, le Mexique et les Etats-Unis. «Je loue les efforts, le professionnalisme et l'intégrité démontrés par l'arbitre Omar, qui est devenu une source d'inspiration pour la nouvelle génération de Somaliens», s'était réjoui le jour de sa nomination Hassan Sheikh Mohamud, président de ce pays qui ne s'est jamais qualifié pour un Mondial.

Titulaire du statut Fifa depuis 2018, Artan officie dans le championnat somalien et a été nommé meilleur arbitre de l'année par la Confédération africaine de football en 2025. La Somalie est dans le viseur de Donald Trump.

Fin novembre, le président américain l'avait qualifiée de «pays pourri» et fait part de son intention de mettre fin au statut spécial protégeant les ressortissants somaliens de l'expulsion.



Suisse Syndicats et patrons fustigent une initiative visant à limiter l'immigration



Patrons et syndicats de Suisse se mobilisent à l'approche d'un vote sur un plannement de l'immigration qui divise l'opinion et suscite de vives inquiétudes dans les milieux économiques, concernant l'emploi et les relations commerciales avec l'Union européenne (UE).

Le 14 juin, le peuple suisse doit voter sur une proposition appelée «Pas de suisse à 10

millions» qui exige de restreindre l'immigration si la population du pays dépasse ce chiffre avant 2050. Elle demande au gouvernement de commencer à agir dès que le seuil des 9,5 millions d'habitants est franchi, contre 9,1 millions d'habitants actuellement.

Le parti à l'origine de ce projet, l'Union démocratique du Centre (UDC, droite radicale, première formation du pays),

l'appelle aussi «initiative pour la durabilité», mettant en avant «les trains bondés», «loyers qui explosent» et «bétonnage du paysage» face à une immigration «hors de contrôle», selon lui. Les grandes organisations patronales et les syndicats l'ont, eux, sur nommé «l'initiative du chaos», craignant qu'elle n'ébranle la prospérité du pays, alors que des pans entiers de l'économie - de la recherche médicale au bâtiment, hôpitaux et maisons de retraite - dépendent de la main d'œuvre étrangère, venue majoritairement de l'UE.

«Dans l'hôtellerie, plus de 50% des employés sont étrangers», a déclaré à l'AFP Martin von Moos, le président de la fédération hôtelière, craignant que cette initiative n'aggrave encore la pénurie de personnel dans ce secteur, en manque notamment de «cuisiniers».

Alors que le scrutin s'annonce assez serré si l'on se fie aux sondages, cette initiative risque de remettre en cause l'accord sur la libre-circulation des personnes, signé par la Suisse en 1999, et de faire chanceler les autres grands accords qui la lie à l'UE, son premier partenaire commercial. L'an passé, ses exportations de marchandises vers l'UE dépassaient 147 milliards de francs suisses (160 milliards d'euros à taux actuels), soit plus de la moitié de ses exportations.

«VITAL»

«Pour nous, l'accès au marché européen est vital», a expliqué à l'AFP Pierre-Yves Bonvin, le directeur général de Steiger, un fabricant de machines textiles, qui y exporte l'intégralité de sa production. Cette entreprise basée à Vionnaz (Valais) a délocalisé une partie de sa production en Chine mais a conservé en Suisse les machines à haute valeur ajoutée, notamment pour les fibres composites destinées à l'aéronautique et les produits de contention pour l'industrie médicale. Elle y emploie une quarantaine de personnes, dont 35% d'étrangers.

«En Suisse, nous trouvons des ingénieurs

pour dessiner, usiner et monter les machines, mais nous manquons de compétences pour les tester et les régler», a expliqué M. Bonvin à l'AFP. «Il n'y a plus de formation dans ce domaine en Suisse et nous devons recruter ces spécialistes en France et en Allemagne», a insisté, soulignant que, sans ces compétences, «nous ne pourrions pas continuer à produire des machines comme celles-ci en Suisse». Face aux inquiétudes pour les embauches, l'UDC réplique que son projet prévoit des quotas. «Même avec un oui, environ 40.000 personnes pourront encore venir chaque année», a tenté de rassurer Céline Amaudruz, sa vice-présidente, dans un récent communiqué.

Mais ces quotas seront très insuffisants, rétorque Simon Michel, député du Parti libéral-radical (droite libérale), et directeur général d'Ypsomed, un fabricant de systèmes d'injection pour le diabète, qui craint que «la priorité aille aux hôpitaux et à la prise en charge des personnes âgées» et que «l'industrie arrive en dernier».

Alors que la demande pour les traitements contre l'obésité explose, son entreprise prévoit d'embaucher recruter une centaine de polymécaniciens durant les trois prochaines années dans son usine de Soleure, à une quarantaine de kilomètres de Berne. Mais la concurrence est rude pour recruter ce profil très demandé et même avec «un programme d'apprentissage important», sa société ne peut pas en former autant en trois ans, et doit donc aller «en France, en Allemagne ou en Pologne pour trouver du personnel formé», a-t-il expliqué à l'AFP.

Les syndicats ont également mis en garde contre l'initiative, craignant que les entreprises exportatrices, sous pression, finissent par délocaliser. D'après Unia, en abolissant «l'interdiction de discrimination entre salarié-e-s résidents et étrangers», l'initiative risque de saper les mesures de protection des travailleurs et in fine d'ouvrir «grand la porte à la sous-enchère salariale».

France Quand les étrangers se retrouvent sans-papiers à cause de l'Etat



«J'ai perdu mon travail, tous mes droits sociaux»: Marie vit en France depuis plus d'une décennie avec ses trois enfants, mais la dernière fois qu'elle a tenté de renouveler son titre de séjour, son quotidien a basculé dans l'enfer. Comme elle, des milliers d'étrangers souvent établis depuis longtemps en France se retrouvent sans-papiers, perdant emplois, logements, et allocations sociales, à cause de manquements administratifs retardant la délivrance de leur nouvelle carte de séjour.

A l'automne 2025, deux mois avant l'expiration de sa résidence de 10 ans, Marie déposait sa demande de renouvellement. «J'ai

appelé, j'ai envoyé des courriers. Toujours pas de réponse», lâche, sous pseudonyme, la quadragénaire originaire d'Afrique de l'Ouest.

Conséquence directe du retard: cette mère célibataire a perdu son emploi dans l'hôtellerie à Marseille (sud). «On m'a dit tu n'as pas de papiers, on ne peut plus te garder», raconte-t-elle, les larmes aux yeux. Elle ne peut prétendre au chômage. Elle a perdu l'aide au logement et les allocations familiales. «Il n'y a pas de quoi manger chez moi. Les enfants mangent à la cantine à l'école. Les soirs, ce n'est pas facile». Face à l'impasse, l'unique recours reste la justice administrative. Marie a obtenu une audience le 11 juin.

«SATURATION DES SERVICES»

Entre une «saturation des services préfectoraux» et les «dysfonctionnements» de l'ANEF, la principale plateforme en ligne pour les demandes de titres depuis 2020, «des milliers de personnes» se retrouvent chaque année «en situation irrégulière», déplore la Défenseure des droits dans son rapport pour 2025. «Alors même qu'elles ont accompli avec diligence toutes les démarches requises», selon le document. Début mai, le Conseil d'Etat, qui conseille le gouvernement, sommait ce dernier de «corriger les dysfonctionnements» de l'ANEF, notamment des délivran-

ces erratiques du récépissé justifiant qu'un dossier est à l'étude.

Avec un stock de 930.000 dossiers en attente, le ministère de l'Intérieur dévoilait en avril un «plan global» pour réduire le temps de traitement, faisant de «la lutte contre les ruptures de droits» une «priorité». En promettant notamment des recrutements. Pour Simon Imbert-Vier, militant à la Cimade depuis 29 ans, outre le manque de personnel, les retards s'expliquent par une «énorme complexification du traitement des dossiers». Aux permanences hebdomadaires de l'association, plusieurs dizaines de personnes sont reçues pour des blocages de titres de séjour, dit-il.

«SOUFFRANCES PSYCHIQUES»

Le traitement des dossiers est aussi guidé par un impératif sécuritaire. Selon l'avocate marseillaise Anaïs Leonhardt les agents doivent «faire remonter en priorité et vérifier» toute potentielle «menace à l'ordre public». Depuis octobre, l'avocate a accompagné une centaine de clients. «On ne tolérerait pas un tel délai de résolution des problèmes, s'il ne s'agissait pas de personnes étrangères», déplore-t-elle. Elle confirme les répercussions sur la justice, avec un tribunal administratif «qui est submergé». Récemment, Amnesty international réclamait une réforme du système: la «précarité administrative» qu'il engendre est à l'origine de «souffrances psychiques évitables», indique l'ONG, citant «anxiété», «stress chronique», «troubles du sommeil» voire «crises de larmes» et «pensées suicidaires». En France depuis plusieurs années, Elena, pseudonyme pour cette Américaine trentenaire, a obtenu une offre d'emploi début décembre dans la santé, mais n'a commencé que fin avril: elle a dû recourir au tribunal administratif pour obtenir un récépissé provisoire, en attendant son titre de séjour. «Pendant quatre à cinq mois j'étais sans revenus», indique-t-elle. «L'impact a été énorme sur ma santé mentale. Je m'inquiétais, je me disais ils vont trouver quelqu'un d'autre, qui n'a pas un profil aussi compliqué». Son récépissé expirera prochainement et elle craint que son employeur ne soit contraint de «suspendre temporairement» son contrat.

Explosion des attaques visant des civils

Le monde s'installe dans une nouvelle ère de violence élevée

Le monde s'est installé dans un niveau de violence élevée avec, en 2025, le plus grand nombre de conflits étatiques depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et une explosion des attaques visant des civils, selon une étude norvégienne publiée mardi. «Malheureusement, il n'y a pas grand-chose de positif que je puisse extraire de tout cela», a déclaré Siri Aas Rustad, chercheuse à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO), en présentant le rapport annuel «Conflict Trends». «D'habitude, j'arrive toujours à trouver quelque chose de positif, mais cette année, les chiffres sont choquants», a-t-elle dit à des médias.

En 2025, 65 conflits impliquant au moins un Etat ont été enregistrés dans le monde, soit un nouveau plus haut historique depuis 1946. Le nombre de conflits interétatiques a aussi doublé en un an pour passer à huit, là aussi un record en 80 ans. Parmi eux figuraient des tensions frontalières ravivées entre l'Inde et le Pakistan, l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi que le Cambodge et la Thaïlande, l'invasion russe de l'Ukraine, l'opération militaire israélienne en Syrie, autour du plateau du Golan occupé, après la chute du régime Assad, ainsi que plusieurs conflits liés aux tensions régionales au Moyen-Orient. L'année 2025 a été la troisième plus meurtrière depuis la fin de la Guerre froide, avec environ 245.000 morts directement liées à des combats ou à des violences politiques, dont près de 76.500 imputées à des attaques visant directement des civils, contre 14.200 en 2024. La nette augmentation de ce dernier chiffre est due au conflit entre l'armée et les paramilitaires au Soudan, où l'on estime que le siège et les massacres perpétrés à El-Facher (Darfour) ont à eux



seuls fait quelque 60.000 morts. Depuis la fin de la Guerre froide, seules 2021 et 1994 ont vu plus de sang versé à cause, respectivement, de la guerre au Tigré et du génocide au Rwanda.

ISRAËL ET ETATS-UNIS POIN- TÉS DU DOIGT

«Ce qui s'est passé ces cinq ou six dernières années, c'est que nous avons plusieurs grands conflits qui se déroulent en même temps, et ils semblent se relayer les uns les autres. Le monde ne connaît aucun répit», a souligné Mme Rustad. «Et c'est ce qui diffère d'avant: ce niveau d'intensité élevé et continu des conflits à l'échelle mondiale», a-t-elle dit, en rappelant que la planète

avait connu plusieurs années sans aucun conflit entre Etats durant la décennie 2000-2010.

L'étude s'appuie sur les chiffres compilés par l'Uppsala Conflict Data Program (UCDP), rattaché à l'université d'Uppsala. Elle distingue trois grands types de violence organisée: les conflits impliquant au moins un Etat, les conflits non étatiques et les violences unilatérales contre les civils. Israël «est clairement un des pays les plus agressifs dans le monde en ce moment», a dit Mme Rustad en notant son implication dans des conflits de différents types à Gaza, en Syrie, au Liban, contre l'Iran et contre les houthis. Certaines violences meurtrières sont parfois largement ignorées comme en Haïti (bandes

criminelles) ou en Tanzanie (violences post-électorales). «Il y a clairement davantage de tensions dans le monde. On peut dire sans trop se tromper que les Etats-Unis y sont pour beaucoup. Ils ne se contentent pas d'attaquer et d'accroître la violence, il y a aussi les barrières commerciales qu'ils mettent en place» depuis le retour de Donald Trump au pouvoir, a aussi avancé la chercheuse. «Nous mettons un frein à la collaboration.

Le Conseil de sécurité ne fonctionne pas en ce moment. Nous nous dirigeons vers un monde beaucoup plus polarisé», a-t-elle ajouté. L'Afrique est restée la région la plus touchée par les conflits du premier type (29). Suivent l'Asie, le Moyen-Orient, les Amériques et l'Europe.

Face aux GPS Les cartes veulent encore tenir la route

A l'heure de la généralisation des applications de navigation, déplier une carte routière semble un geste saugrenu mais il peut être encore précieux pour préparer un voyage, prendre les chemins de traverse ou rêver d'évasion. «Ne jetez pas vos cartes!», conseille le journaliste et écrivain français Jean-Claude Raspiengeas, qui publie «La France à la carte» (Editions des Equateurs), une enquête érudite sur cet objet qui traîne dans les boîtes à gants ou sur les plages arrière des voitures.

La carte a perdu une bonne partie de sa raison d'être depuis l'avènement de la révolution numérique et des applications de GPS connectés, dont les principales sont Google Maps et Waze. «Ces outils sont très efficaces pour aller d'un point A à un point B. Il serait stupide de s'en priver», affirme Jean-Claude Raspiengeas. Mais, si elle n'apparaît plus indispensable, «la carte routière est complémentaire en proposant une grande quantité d'informations que n'offre pas le GPS», souligne-t-il. Reste à en convaincre les voyageurs, de moins en moins nombreux à acheter des cartes routières dans les librairies ou les stations-service. «Il y a une érosion des ventes de 5 à 7% par an depuis la gé-

néralisation des systèmes de guidage», indique Philippe Sablayrolles, le directeur de la cartographie chez Michelin Editions, numéro un en France avec plus de 75% de parts de marché.

De 20 millions d'unités à la fin du XXe siècle, les ventes de cartes Michelin ont chuté entre 1,5 à deux millions par an dans le monde. En France, «on résiste quand même, avec une carte vendue toutes les 25 secondes», nuance l'expert.

«MUSARDER»

Si la plus demandée reste l'incontournable carte routière de la France, de couleur rouge, les cartes thématiques ont gagné en popularité. En proposant le tour de sites touristiques dans une région, des roadtrips dans des pays européens ou des circuits à vélo. La dernière en date, «La France des savoir-faire» localise 350 sites d'usines ou d'ateliers à visiter.

Au fil des décennies, Michelin est devenu complémentaire de l'IGN, l'institut public chargé de l'information géographique, dont les cartes extrêmement détaillées au 1/25.000 (1 cm = 250 m) sont prisées des randonneurs. «L'usage de la carte routière a changé. Elle est consultée pour préparer un séjour plutôt qu'un trajet», expli-

que Philippe Sablayrolles. Et, pour cela, «les informations touristiques ont pris beaucoup plus d'importance qu'il y a une vingtaine d'années». Pour Jean-Claude Raspiengeas, la carte permet au voyageur d'être «maître de son parcours», ce qui n'est pas le cas avec le GPS qui «le soumet à des injonctions comminatoires, d'une voix impersonnelle: «tournez à gauche», «continuez tout droit», «faites demi-tour». «Comme il ne retient pas les chemins de traverse, il n'incite pas à musarder», ajoute-t-il. Avec les applications de navigation, «on ne calcule plus les kilomètres mais les heures», ce qui entraîne «un changement anthropologique» en «nous déconnectant du sens de l'orientation acquis depuis des siècles», selon lui.

Il fait ainsi remarquer que les panneaux routiers s'adaptent à cette évolution en indiquant de moins en moins souvent la distance en kilomètres.

Amoureux de «la poésie qui se dégage des cartes», Jean-Claude Raspiengeas reconnaît cependant un bienfait à l'utilisation des applications: les traditionnelles disputes sont moins fréquentes dans l'habitacle. Car «il est difficile d'engueuler le GPS sur le mode: «tu ne sais pas lire la carte».

France quand l'université fait une remise à niveau obligatoire en... français

Constatant des lacunes chez une grande partie des nouveaux étudiants, les universités françaises sont de plus en plus nombreuses à imposer des modules de maîtrise de la langue française. «On assiste à une chute phénoménale du niveau de français», assure à l'AFP Arnaud Thauvron, vice-président chargé de la formation de l'Université Paris-Est Créteil (Upec), affirmant que ce constat fait «consensus» parmi ses collègues.

Comme de nombreux enseignants-chercheurs interrogés, il rapporte des difficultés de compréhension des énoncés ou de rédaction: des juxtapositions d'idées sans articulation, une confusion entre cause et conséquence, exemple et argument, indicatif et conditionnel.

Des notions qui auraient dû être acquises au cours de la scolarité, jalonnée de plusieurs évaluations nationales à l'école primaire, au collège et au lycée. Mais il n'en existe plus dans le supérieur. Pour essayer de remédier à cette détérioration, de plus en plus d'universités ont recours à des modules en ligne.

Une trentaine d'universités et environ 200.000 étudiants utilisent ainsi aujourd'hui écrit, plateforme publique de formation en expression et compréhension écrites, développée depuis 2018. Face au manque de professeurs, l'outil numérique permet de «toucher la masse» des étudiants, souligne Jean-François Caulier, économiste et vice-président chargé de la formation et du numérique à Paris-1 Panthéon Sorbonne. «La maîtrise de la langue est discriminante. C'est pour ça qu'il faut la travailler», souligne Ana Chiaruttini, professeure des universités en sciences de l'éducation, qui a participé à l'élaboration d'écrit et à son déploiement à l'université Nice-Côte d'Azur (sud).

Sur trois ans de licence, il y a eu «une progression, avec néanmoins des difficultés qui demeurent», relève Mme Chiaruttini. «Le grand problème c'est que notre école élémentaire et le secondaire ne sont pas capables de réduire les inégalités», souligne-t-elle, rejetant les discours selon lesquels «certains étudiants n'auraient plus leur place à

l'université». Entre 1960 et aujourd'hui, le nombre d'inscrits à l'université française est passé de quelque 215.000 à environ 1,7 million, en raison de la croissance démographique et de l'accès élargi au baccalauréat. Le profil des étudiants s'est donc diversifié. «Si on se focalise sur l'orthographe et la grammaire, (...) le premier effet sera une discrimination sociale puisqu'il y a un lien très direct entre la maîtrise de l'écrit correct et le milieu social», explique Christophe Benzitoun, directeur du département des sciences du langage à Nancy (est).

Une plateforme privée d'entraînement et de certification existe depuis 2008, le Projet Voltaire. La société revendique parmi ses clients 900 établissements et 500.000 utilisateurs dans l'enseignement supérieur. «Chaque année, il y a une progression forte du nombre d'établissements utilisateurs, ce qui correspond à une exigence des employeurs» en matière d'expression écrite et orale, même à l'ère de l'intelligence artificielle, estime Philippe Armand, son président.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE,
DES START-UP ET DES MICRO-ENTREPRISESAGENCE NATIONALE DE GESTION DU MICRO CREDIT
ANTENNE REGIONALE DE TIARET
IDENTIFICATION FISCALE N° : 1400005154545000000

AVIS DE CONSULTATION NATIONALE N° 03/2026

Le Directeur de l'antenne Régionale de Tiaret, de l'Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit, lance une consultation nationale relative à la réalisation des travaux d'aménagement du nouveau siège de l'agence de wilaya de Tissemsilt.

Seuls les entreprises spécialisées et qualifiées dans le domaine BTPh catégorie deux (02) et plus, intéressées par la présente consultation, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de l'agence de wilaya de Tissemsilt, sise à la cité 100 logements de fonction bloc S wilaya de Tissemsilt.

L'offre doit être déposée au niveau de l'agence de wilaya de Tissemsilt, dans une enveloppe anonyme portant la mention suivante :

Consultation nationale n°03/2026

Réalisation des travaux d'aménagement du nouveau siège de l'agence de wilaya de Tissemsilt.

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture et évaluation des offres »

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours, à partir de la date de la première parution de la présente consultation à 12 :00. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres. L'ouverture des plis se fera le dernier jour de la date limite de dépôt des offres à 13 :30, au siège de l'agence de wilaya de Tissemsilt.

ANEP N° 2631100540

Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

APARTEMENTS

■Vends apparts F4, 101 m² 1^{er} résidence Bouisseville – F3, 81 m², 1^{er} avec garage 35 m², Eden-plage – Vieux bâtis 620 m² bord de mer – Maison (2 façades) 168 m² Bouisseville + Ferme agricole 8 ha, en activité – 3 puits, bassins, clôturée à Bousfer – Ag Immo bahria – Ain el Turck – Tel : 0774.04.89.57

■Loue F3 situé au 1^{er} étage, face APC d'Es-Senia (près de toutes commodités) Tél : 0661.21.50.51

VILLAS

■A vendre maison près de la plage, composée de 3 pièces, cuisine, buanderie, wc, sup 135 m², actée + livret à Ain Turck Oran – Tel : 0668.91.37.08 - 0798.13.95.97

LOCAUX

■A.Vendre ou à louer, 3 locaux 1^{er}, Hai Yasmine (proche café Dubai 12 m², 2^e Eckmühl 11 m² (17000.00 non négociable), 3^e Sidi Bachir 12 m² (place sur l'autoroute) 0777.78.16.73

TERRAINS

■Vends ferme agricole, 11 ha, avec 4 hangars, puits et habitation à Gdyl + ferme 200 ha, toute com à Mostaganem + ferme 47 ha à Boufatis avec 2 hangars, puits au bord de la route + Ferme 120 ha, à Oued Tielat des puits, des arbres et électricité à Mostaganem + ferme 54ha à Oued Tielat Kehalia – Cabinet imm VICTORIA 4 rue Med Khemisti, en face CPA, Oran. Tél : 0557.87.64.93 / 0551.96.22.44

PENSÉE

A la mémoire
de notre cher
et regretté
père et grand-



père **AMIER Mohamed** dit Abdelkader, décédé le 06/06/2015. Cela fait 11 ans depuis qu'il nous as quittés pour un monde meilleur en laissant derrière lui un immense vide irremplaçable. Ses enfants et ses petits-enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir en Son Vaste Paradis.

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22**CANAL SUR : Marketing & Publicité****Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse****Société industrielle privée
Sise à Sidi Bel-Abbes
Recrute dans l'immédiat :****MANAGER Système Qualité :**

Profil : 1)- (Technologie/Management), Licence et plus.
2)- Expérience dans le poste souhaitée
3)- Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication
4)- Libre de tout engagement.

Avantage : Salaire à débattre

Adressez : Lettre de motivation + CV à Zone industrielle, Lot n°100, Sidi Bel-Abbés.
Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA RELIZANE
DAIRA D'ELMATMAR
COMMUNE BELAASSEL BOUZEGZA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS
MINIMALES N° 04/2026 deuxième fois**

Le président de l'assemblée populaire communale de BELAASSEL BOUZEGZA lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales pour réalisation de projet ci-dessous :

RÉALISATION SALLE DE SOIN AU DOUAR FETATECHA

Les entreprises qualifiées dans le domaine et intéressées par le présent avis sont invitées à télécharger le cahier des charges au lien électronique indiqué dans l'annonce de l'appel d'offres sur la page officielle de la commune sur le réseau social <http://www.facebook.com/belassel>, après 1ère parution du présent avis au journaux national et BOMOP. Les offres devront être adressées sous trois plis (candidature, technique et financière) cachée et anonyme dans un pli, à monsieur le président de l'assemblée populaire et communal de BELAASSEL BOUZEGZA.

L'enveloppe extérieure porte la mention suivante : Appel d'Offres à ne pas ouvrir (indiquant le projet de l'appel d'offre)

Offres candidature : l'offre candidature doit comprendre le Dossier suivant :

- 01- La déclaration de candidature dûment remplie signée et datée
- 02- Déclaration de probité dûment remplie signée et datée
- 03- Statut de entreprise cas échéant
- 04- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnels à entreprise
- 05- Attestation de mise à jour CNAS, CACOBATH, CASNOS.
- 06- Copie de Registre de commerce électronique.
- 07- Copie de carte d'identification fiscale (NIF) et Copie d'identification statistique (NIS)
- 08- Extrait de rôle apuré ou avec échéancier (planning de versement) + C20
- 09- Références professionnelles de bonne exécution.
- 10- Les Bilans fiscaux des trois dernières années, dûment visés par les services concernés
- 11- Copie d'identification bancaire (RIB)
- 12- Un extrait du casier judiciaire (< 3mois en date d'ouverture des plis)
- 13- Attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés (SARL-EURL-SPA-SNC)
- 14- Copie de certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Bâtiment, catégorie Trois (03) ou plus
- 15- La liste des moyens humains
- 16- La liste des moyens matériels

Offre technique : L'offre technique doit comprendre

- 01- Déclaration à souscrire dûment remplie signée et datée
- 02- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 03- Le délai et planning de réalisation des travaux détaillé
- 04- Mémoire technique justificatif dûment remplie signée et datée
- 05- P.V de visite du site.

Offre financière (C) : L'offre financière doit comprendre

- 01- La lettre de soumission dûment remplie signée et datée
- 02- Le devis quantitatif et estimatif dûment remplie signée et datée
- 03- Le bordereau des prix unitaires dûment remplie signée et datée

La période de préparation des offres est fixée de (15) Quinze jours, comptés de la date 1ère publication du présent avis au journaux nationales et BOMOP et cela avant 13:30H Treize heure et Trente minutes.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le même jour de dépôt des offres à 14:00H au siège de la Commune de BELAASSEL BOUZEGZA

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de (90) Quatre vingt Dix jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Fait à Belaassel Bouzegza le : 2026 جوان 04
Le P./APC

ANEP N° 2631009490 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
COMMISSION NATIONALE DES ŒUVRES SOCIALES DES TRAVAILLEURS
DE L'EDUCATION
COMMISSION DE LA WILAYA DE MASCARA
Adresse : Rue Boumeslout Mokhtar Sidi Mouffok -Mascara
Tel/ Fax : 045.71.87.05



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
(N° : 03 / 2026)**

La commission des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation de la wilaya de mascara lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour le choix d'une agence de voyages algérienne, pour l'organisation de «OMRA» au profit des travailleurs et retraités de l'éducation nationale de la wilaya de mascara Durant les mois aout septembre octobre

La commission invite les agences de voyages algérienne agréés pour l'organisation de «OMRA» pour l'année 2026 « coïncidente avec l'année 1448 de l'hégire » et désirantes participées à cet appel d'offre de se rapprocher du siège de la commission sis rue Boumeslout Mokhtar Sidi Mouffok-Mascara, pour le retrait du cahier des charges.

Le retrait du cahier des charges se fera les journées ouvrables de (8 :00h à 15 :00h), à partir du jour suivant la première parution du présent avis dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux contre le paiement de mille dinars (2000,00 DA).

- Le délai de préparations des offres est fixé à 10 jours à partir du jour suivant de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.
- La date limite de remise des offres est fixé à 11 h 00 mn du dernier jour de la date limite de préparations des offres.
- L'ouverture des plis se fera le même jour de la date limite de préparations des offres, à 12h 00 mn au siège de la commission, rue Boumeslout Mokhtar Sidi Mouffok -Mascara.

Observation :

Cet avis est considéré comme invitation à toutes agences soumissionnaires pour assister à l'ouverture publique des plis.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION

ANEP N° 2631100542 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

-WILAYA D'ORAN
-DAIRA D'ES-SENIA
- COMMUNE DE SIDI CHAM
-N° :/2026.

**AVIS
D'INFRUCTUOSITE**

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public .le président de l'APC de la commune de SIDI CHAMI déclare l'anfructuosité de la consultation n° 22/2026 paru le 18/05/2026 au journal **Le Quotidien d'Oran** et الحياة de l'opération suivante :

ACQUISITION TROIS (03) VEHICULES UTILITAIRES

À cause d'aucun retrait de cahier des charges.

**FAIT A SIDI CHAMI LE :
LE PRESIDENT DE L'APC**

ANEP N° 2631009450 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

République Algérienne Démocratique et Populaire
MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DE TERRETOIRE
WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 013/DEP/2026, portant sur la réalisation d'un collège type 6/300R au lotissement 218 à Béchar Djedid, Commune de Béchar, en deux lots séparés, **Lot N°01:** Partie "I": Pédagogique + Administration + Auditorium + Mur de clôture + Divers réseau, Partie "II" : Aménagement + Terrain des jeux + Locaux technique, Partie "III" : Cinq (05) logements d'astreinte (01F5+02F4+02F3) et **Lot N°02:** demi pension 300 Rations, paru au quotidien nationale « **Le Quotidien d'Oran** » le 21/04/2026 en langue étrangère, Qu'à l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, le marché est attribué provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

| Projet | Entreprise | NIF | Traanche | Montant proposé en TTC en DA | Montant après correction en TTC en DA | Délai d'exécution | Note technique | OBS |
|---|--|----------------|---------------------|------------------------------|---------------------------------------|-------------------|----------------|---------------------------|
| Réalisation d'un collège type 6/300R au lotissement 218 à Béchar Djedid, Commune de Béchar, Lot N°01: Partie "I": Pédagogique + Administration + Auditorium + Mur de clôture + Divers réseau, Partie "II" : Aménagement + Terrain des jeux + Locaux technique et Partie "III" : Cinq (05) logements d'astreinte (01F5+02F4+02F3) | Groupement BAGUI chef de file : BAGUI MAAMAR | 17208010033111 | Ferme | 317.732.889,88 | 304.693.613,38 | Douze (12) Mois | 65.00 | Offre unique préqualifiée |
| | | | Conditionnelle N°01 | 37.201.178,10 | 37.257.353,00 | Huit (08) Mois | | |
| | | | Conditionnelle N°01 | 31.436.591,90 | 31.436.591,90 | Huit (08) Mois | | |
| | | | Total | 386.370.659,88 | 373.387.558,28 | | | |

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délais de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné.

Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marchés publics de la wilaya de Bechar.

Le Directeur

ANEP N° 2631009470 Le Quotidien d'Oran 10/06/2026

2

20.10 L'or bleu



Saison 1 - Episode 7

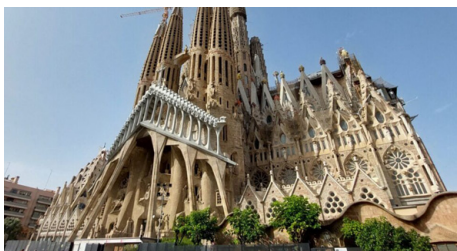
Été 88. Alice, enceinte de Franck, renonce à Julien la mort dans l'âme. Été 2026. L'explosion du tunnel révèle une cavité contenant des squelettes et une seconde alliance marquée "Costa". La même que celle trouvée sur le corps d'Alice. Flore, quant à elle, se rapproche de Yacine, ne pardonnant pas la trahison de Tristan. L'assassinat de Fanny intensifie la menace sur Franck et Solange, derniers survivants des familles impliquées dans le chantier du tunnel....

21.50 Justice en France

08.55 Bel & Bien ensemble
09.50 Chacun son tour
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.55 Ça commence aujourd'hui
15.10 Affaire conclue : la vie des objets
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.40 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
20.00 Mot de passe : le duel

3

20.10 Des racines et des ailes



En Espagne : de Barcelone aux confins de l'Andalousie

La Sagrada Família, l'œuvre d'une vie. Après plus de 144 ans de chantier et un siècle après la disparition de son créateur, Antoni Gaudí, la basilique de Barcelone devient l'église la plus haute du monde avec la pose de la croix monumentale à 172 m de hauteur. Jordi Faulí, le 8e architecte en chef, décrypte la vision de Gaudí inspirée par la nature - Terroirs d'excellence en Andalousie.

22.10 Chronique d'en haut

08.15 ICI dans votre région
09.50 Le goût des rencontres normandes
10.20 Flavie en France
11.05 Outremer...
11.26 ICI 12/13
14.30 Cyclisme : Tour Auvergne...
16.25 Duels en familles
17.00 Slam
18.15 ICI 19/20
18.50 On vous emmène ici
19.00 Stade 2
19.25 Un si grand soleil

4

20.00 Hyper Weekend Festival



Marguerite présente "Les fées, les meufs" Marguerite fait partie de cette génération qui a renouvelé l'image de la "Star Academy" en y amenant sa singularité : non pas une virtuosité vocale, mais une personnalité, un vécu, des convictions. Elle s'est imposée en interprétant "Masculinity" avec Lucky Love, en reprenant "Corps d'Yseult", et en refusant la dictature des injonctions au corps parfait et à la performance permanente. Son titre "Les Filles les Meufs", devenu un tube à sa sortie de l'émission, ...

20.55 Solann aux Vieilles Charmues
22.00 Pierre de Maere en concert au Zénith de Paris

09.39 Les as de la jungle à la rescousse
10.11 Les as de la jungle : en direct
12.26 C'est toujours pas sorcier
13.32 T'es au top
13.48 Scooby-Doo : Mystères associés
14.22 Héros à moitié
15.07 Molusco
15.45 Okoo-koo
17.04 Les aventures de Pil
17.32 Okoo-koo
17.40 Bluey
18.35 Les as de la jungle à la rescousse
19.55 Planète Rap la quotidienne

5

arte

TMC

08.35 A la découverte du monde
09.05 Enquête de santé
10.00 La p'tite librairie
11.37 Imprévus
12.00 Une maison, un(e) artiste
12.35 Le Mag de la santé
13.40 Des trains pas comme les autres
14.15 Echappées belles
15.50 C pas si loin
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
20.05 Si on lisait à voix haute
22.05 C ce soir

08.55 Rails d'antan
10.25 A l'ombre des grands châteaux
11.10 Au coeur des Préalpes autrichiennes : Le massif Mort
12.00 En Europe les armées recrutent des jeunes
15.35 La vie cachée des oies cendrées
16.20 Invitation au voyage
17.50 Voyage en cuisine
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Le dessous des cartes : l'essentiel
20.00 Parasite
22.05 Opération dragon : La révolution Bruce Lee

09.20 Madame est servie
11.55 Camping Paradis
17.20 L'avant Quotidien
19.45 Quotidien
20.25 Harry Potter et le Prince de sang-mêlé



CINE + FRISSON 19.50

CARBONE

Acteur: Benoît Magimel, Gringe, Idir Chender, Laura Smet, Michaël Youn...

Depuis dix ans, Antoine Roca dirige l'usine que son père a créée. Les affaires vont mal. Criblé de dettes, le chef d'entreprise ne peut plus emprunter. Cette situation fait que son beau-père, le puissant Aron Goldstein, le méprise et que son épouse s'éloigne. Parce qu'il ne veut pas que l'héritage de son père parte en fumée, Antoine met au point une arnaque à grande échelle. Il crée une société de trading ayant pour objectif de détourner de la TVA sur du gaz carbonique. Pour se lancer, il doit s'allier avec le grand banditisme.



CANAL+ family 19.50

SONIC 3, LE FILM

Acteur: James Marsden, Jim Carrey, Tika Sumpter, Lee Majdoub, Krysten Ritter...

À l'initiative de Tom et de Maddie, Sonic, le hérisson bleu emblématique, célèbre l'anniversaire de son arrivée sur Terre dans une forêt pittoresque du Montana, entouré de ses amis fidèles Tails et Knuckles. La fête, initialement joyeuse, est brusquement interrompue par l'arrivée de la directrice du G.U.N., Rockwell, qui apporte une nouvelle alarmante : Shadow, un hérisson sombre et surpuissant, s'est évadé de l'île-prison où il était retenu depuis cinquante ans. Rockwell a désespérément besoin de l'aide de Sonic et de ses amis pour contrer cette menace.



arte 19.50

PARASITE

Acteur: Song Kang-ho, Jang Hye-jin, Hyun-jun Jung, So-dam Park...

Dans un quartier huppé de Séoul, la famille Kim, vivant dans une pauvreté extrême, découvre un moyen inattendu de s'infiltrer dans la vie des Park, une famille riche et privilégiée. Après que leur connexion Internet ait été coupée, ils exploitent le Wi-Fi des voisins pour se maintenir à flot. Le fils aîné, Ki-woo (Woo-sik Choi), se voit offrir une opportunité en or lorsqu'il se voit confier un poste de professeur d'anglais pour la fille des Park, grâce à un faux diplôme élaboré par sa sœur, Ki-jung (So-dam Park).

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Grey's Anatomy



Saison 22 - Episode 17 : Entre deux feux

À l'hôpital universitaire Seattle Grace, devenu le Mercy West Hospital puis le Grey Sloan Memorial Hospital, un groupe d'internes en médecine se lance dans une aventure à la fois professionnelle et personnelle. Parmi eux, Meredith Grey (Ellen Pompeo), la fille d'une célèbre chirurgienne, se retrouve au cœur de la dynamique complexe qui régit le milieu médical. Alors qu'ils apprennent à naviguer dans un environnement compétitif et exigeant, ces jeunes médecins font face à des choix déchirants qui mettent à l'épreuve leur éthique et leurs compétences.

22.00 Chicago Med

6

20.10 Top chef



- Finale

C'est au cœur d'un palace emblématique récompensé par six étoiles Michelin et une Etoile verte que les deux finalistes se retrouvent pour la dernière épreuve de la compétition. Leur défi : concevoir et réaliser un menu gastronomique d'exception composé d'une entrée, d'un plat et d'un dessert, capable de conquérir les papilles de 100 bénévoles de la Croix-Rouge ainsi que celles des cinq chefs du jury. Pour cette finale, Adriana Karembeu, ambassadrice...

CANAL+

20.00 L'Étranger



Alger, 1938. Meursault (Benjamin Voisin), un jeune homme d'une trentaine d'années, modeste employé, enterre sa mère sans manifester la moindre émotion. Le lendemain, il entame une liaison avec Marie (Rebecca Marder), une collègue de bureau. Puis il reprend sa vie de tous les jours. Mais son voisin, Raymond Sintès (Pierre Lottin) vient perturber son quotidien en l'entraînant dans des histoires louches jusqu'à un drame sur une plage, sous un soleil de plomb...



19.33 En aparté

PLANÈTE +

TFX

W9

08.44 Adolf Eichmann : les aveux du diable
11.40 Les géants d'Hollywood
13.21 Ils ont libéré Bergen-Belsen
13.58 1944, ils ont filmé la guerre
14.58 Ingénieurs de l'Antiquité
16.46 Vikings : La saga des Bluetooth
18.24 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Il était une fois Walt Disney
21.29 Notre Histoire de France

10.50 TFou d'info
10.55 Clap !
11.35 Les frères Scott



15.15 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Escape Island : coincés avec nos ex
20.10 Cleaners les experts du ménage



08.00 Kaamelott
10.20 NCIS



17.45 Tout beau, tout n9uf
20.15 Le prime des vérités



22.40 La grande régalade

HOROSCOPE

| | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J |
|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | |

Horizontalement:

- On les veut exhaus-sées.
- Petit ouvrage.
- C'est dire si les Ro-mains avaient l'esprit du foyer.
- Son du genre faible.
- Tireurs d'élite.
- Chamois. Souris.
- Ballade germanique.
- Question fermée.
- Organiser.
- Mesure d'espace.
- Infinitif. Bien en veine.
- Trou béant.
- Révolutionnaire notoire.
- Prison des prisons.
- Passage en règle.
- Fausse perles.
10. Garde les pieds bien au chaud. Ouïe musicale.

Verticalement:

- Ils n'en font qu'à leur tête !
- S'applique à faire des maux fléchés. Dupe.
- Va en campagne.
- Jus de fève.
- Tirées à blanc.
- Rayée de la carte.
- Sentis.
- Préposition.
- Dans le coup.
- Et pan !
- Quenelle de Lyon.
- A l'entrée et à la sortie.
- Pièce de chaque. Pars.
- Les folles, elles se font monter sans pouvoir être payées.
- Bête et toujours de mauvaise humeur.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| T | I | P | E | R | U | T | N | E | V | A | S | E | M | N |
| E | C | N | A | L | B | M | E | S | I | A | R | V | C | I |
| P | G | N | O | I | T | A | E | R | C | E | R | O | F | P |
| U | A | E | E | L | U | O | B | I | G | N | E | P | O | |
| O | A | V | S | J | U | R | E | R | N | S | R | A | G | N |
| T | E | I | E | S | E | N | E | O | O | M | I | R | R | S |
| N | C | R | S | G | I | D | I | L | E | N | O | E | L | S |
| E | R | E | U | A | U | T | A | N | M | U | U | A | O | N |
| M | E | O | B | A | C | T | T | U | P | G | I | U | O | R |
| M | B | U | N | E | I | A | I | E | U | R | K | C | I | |
| E | A | I | L | O | T | N | M | J | O | I | R | N | T | O |
| D | M | E | N | I | A | E | B | M | A | A | C | O | U | L |
| I | S | A | O | R | N | U | E | H | G | E | R | T | L | U |
| V | L | N | E | T | S | M | T | E | R | U | F | A | A | O |
| E | N | G | O | G | R | E | V | R | N | E | I | B | S | V |

AUBAINE – BATON – BERCEAU – BIEN – BOUGER – BUSE – CONSOLATION – ELAN – EVIDEMMENT – FERMENTATION – FURET – GARÇON – GERANIUM – GIBOULEE – GROUPEMENT – HAIK - JURER – MEMORIAL – MESAVENTURE – MINAUDERIE – NAVIRE – PAIN – RECREATION – REPIT – RINCER – ROTI – SELECTION – SALUT – SOUK - SUBJUGUER – TISSAGE – TOUPET – VERGOGNE – VOULOIR – VRAISEMBLANCE.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Il en fait des cônes, mon 1er.
- Mon 2e est un résidu de mouture.
Mon tout est un oiseau chanteur.

| | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | R | O | M | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | |

| | | | | | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|--|
| 3 | 2 | 7 | 4 | 5 | 15 | 8 | 10 | 9 | 17 | | | | |
| 2 | 8 | 5 | 9 | | 11 | 17 | | 17 | 8 | | | | |
| 1 | 4 | | 17 | 9 | 3 | 9 | 7 | 15 | 9 | | | | |
| 15 | 1 | 5 | | 16 | 9 | 1 | 3 | 11 | | | | | |
| 9 | 9 | | 12 | 2 | 10 | 11 | | 13 | 15 | | | | |
| 10 | | 14 | 5 | | 2 | 17 | 15 | 11 | 1 | | | | |
| 9 | 1 | 9 | 17 | | 4 | | 5 | 14 | 9 | | | | |
| 9 | | 12 | 5 | 17 | 9 | 1 | | 9 | 4 | | | | |
| | 17 | 5 | 4 | 9 | | 5 | 2 | | 5 | | | | |
| 2 | 4 | 9 | 9 | | 3 | 11 | 4 | 5 | 7 | | | | |
| 10 | 9 | 17 | | 6 | 11 | 7 | 11 | 7 | 9 | | | | |
| 5 | 1 | | 9 | 3 | 5 | 4 | | 17 | | | | | |
| 12 | 7 | | 1 | | 1 | 9 | 12 | 9 | 1 | | | | |
| 9 | 8 | 9 | | 13 | 9 | 17 | 9 | 1 | | | | | |
| 17 | 3 | 8 | 1 | 18 | | | 1 | 9 | 11 | | | | |

Jeux proposés par Chérifa Benghani

| | | | | | | | | | | |
|--|---|---------------------------------|---------------------|------------------------------------|--|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|--|
| | | | | | | | | | | |
| | | | | JADIS CLOCHARD | | | | | | |
| | | | PETITE OUVREUSE | | | | | | | |
| | PARCOURU EN MONTÉE | | | TENUES À L'ÉCART | | COLLECTION DU MAUVAIS ÉLÈVE | | | | |
| | NON-LIEU | | | SAINT | | OBTENU | | | | |
| | | REGLES TRADITIONS PEUREUX | | | | | | | | |
| | TÉLE- GRAMME OFFICIEL | | | CHEMINS MAIS OUI PRÉPOSITION | | | ARRIVE TOUJOURS EN TÊTE | | | |
| | | | | | | TROUBLES PERCÉ VÉHICULE | | | | |
| | | | | | | | MANIE PASSE AU CRIBLE | | | |
| | | | | | | | POSSESSIF | | | |
| | SUBSTANCE MOLLE À L'INTÉRIEUR DES OS | | | DU BLABLA ! COCHON ENDROIT | | | | | | |
| | | | | | | | CONJON- CTION POINTS OPPOSÉS | | | |
| | POISSONS BUREAU D'ORDRE | | | | | | | OPÉRATION DE CALCUL INFINITIF | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | CHUTER NOTA BENE | | | ARME BLANCHE NOTE NOUVEAU | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | SUR LA BORNE RASEE | | | |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|
| 2 | | 7 | | | | | | | | |
| | | 3 | | | | | | | 1 | |
| | | 1 | | 4 | 7 | 3 | 6 | 9 | 2 | |
| | | 7 | | | 4 | | | | | |
| | | 4 | 8 | | 1 | | 7 | | | |
| 6 | | | | | 2 | | 8 | | 9 | |
| | | 2 | | | 3 | | | 6 | | |
| | | 8 | | 6 | | | 2 | | | |
| 7 | 6 | | | | | | 9 | 5 | 1 | |

FLECHES N°9592

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|
| D | I | S | C | O | U | R | S | | |
| E | M | U | E | | T | E | | U | |
| S | A | | S | O | | S | M | S | |
| A | G | E | | T | E | T | E | E | |
| R | E | | M | E | | E | D | | |
| G | | N | I | | C | R | I | C | |
| E | S | | N | A | | S | I | | |
| N | O | U | E | E | | P | A | N | |
| T | U | | T | R | A | I | N | E | |
| E | L | U | | R | U | | T | M | |
| | E | S | S | E | | R | E | A | |
| A | S | | T | R | O | I | S | | |

CROISÉS N°9592

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M | I | R | A | B | I | L | I | S | |
| I | R | A | N | | C | A | R | T | E |
| S | E | M | E | L | E | | O | U | T |
| O | | A | S | E | | I | N | C | A |
| G | U | S | | D | E | N | I | | N |
| Y | | S | E | A | N | C | E | | C |
| N | O | I | R | | T | U | | P | H |
| E | M | S | | D | O | R | U | R | E |
| S | E | | S | E | N | I | L | E | S |
| | T | R | I | S | S | E | N | T | |

SUDOKU N°9592

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|
| 9 | 4 | 8 | 3 | 6 | 7 | 1 | 5 | 2 | |
| 7 | 1 | 5 | 2 | 8 | 9 | 3 | 4 | 6 | |
| 6 | 3 | 2 | 1 | 4 | 5 | 8 | 7 | 9 | |
| 2 | 8 | 6 | 5 | 3 | 4 | 9 | 1 | 7 | |
| 3 | 7 | 9 | 8 | 1 | 6 | 4 | 2 | 5 | |
| 1 | 5 | 4 | 9 | 7 | 2 | 6 | 3 | 8 | |
| 5 | 2 | 1 | 6 | 9 | 3 | 7 | 8 | 4 | |
| 4 | 6 | 3 | 7 | 2 | 8 | 5 | 9 | 1 | |
| 8 | 9 | 7 | 4 | 5 | 1 | 2 | 6 | 3 | |

FOUILLIS N° 9592:

RENVOI

(Rend - Voit)

CODÉS N° 9592

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|--|--|--|
| 1 | R | A | G | I | 5 | 6 | | | |
| 7 | T | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | | | |
| 13 | C | V | X | P | D | | | | |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | | | | |



10 ERREURS



Chili : saisie de plus de 100 tonnes de drogues



Les autorités chiliennes ont saisi plus de 100 tonnes de drogues dissimulées dans des charge-ments de bois à destination de l'Eu-rope, a annoncé lundi le gouver-nement. 1.080 tonnes de bois imprégnées de différentes drogues ont pu être saisies, un coup historique porté au crime organisé dans notre pays», a salué le gouvernement dans un communiqué. Avec plus de 100 tonnes de stupéfiants, «il s'agit de la plus importante saisie (de ce type) dans l'histoire du Chili», a ajouté le gouvernement, précisant que le bois était imprégné princi-palement de cocaïne et de kétami-ne. Si la drogue était arrivée à des-tination, elle aurait dû être extraite par «des procédés chimiques avan-cés qui nécessitent des laboratoi-res spécialisés», selon les douanes, estimant la valeur de la marchan-dise à plus de 8,3 milliards de dol-lars sur le marché européen.

Le chiffre pourrait encore aug-menter, car des conteneurs sus-pects restent à examiner.

L'opération s'est déroulée dans les ports de San Antonio et Valpa-raiso (centre), ainsi que dans celui d'Arica (nord).

La rougeole fait plus de 50 morts en Centrafrique



Plus de 50 personnes sont mor-tes à la suite d'une augmen-tation des cas de rougeole dans le nord-est de la République centra-fricaine (RCA), ont rapporté mar-di des médias locaux, citant les autorités locales. Selon les mêmes sources, «les décès ont été enregis-trés principalement dans le village de Ndjiffa, situé dans la préfecture de la Vakaga».

Cité par des médias, le maire de la commune d'Ouanda, Mahamat Abdallah Kassanda, a indiqué «que plusieurs dizaines de décès, dont une majorité d'enfants, avaient été recensés ces derniers jours en raison de cette maladie».

«Depuis le 26 avril jusqu'à ce jour, j'ai enregistré 56 décès rien que dans le village de Ndjiffa, sans compter ceux survenus dans les autres villages de la circonscrip-tion», a déclaré M. Kassanda.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

«Flottille pour Gaza» : Rome enquête pour «torture et crimes de guerre»



L'Italie a qualifié mardi d'«inacceptable» une in-sulte proférée par le ministre sioniste de la Sécurité, Itamar Ben Gvir, à la suite de la déci-sion des procureurs de Rome d'ouvrir une enquête à son encontre.

Ben Gvir fait l'objet d'une enquête pour «crime de guer-re» et «torture» présumés,

après que des militants de la «Flottille pour Gaza» ont ac-cusé les autorités israéliennes de mauvais traitements lors de leur détention le mois dernier, selon les médias italiens.

Le ministre italien des Af-faires étrangères et vice-Premier ministre, Antonio Taja-ni, a déclaré mardi lors d'une audition au Sénat qu'il

s'agissait de «propos inac-ceptables (...) indignes d'un ministre» et qui témoignent de «la stature politique et morale de cet homme».

«Je ne trouve pas les mots pour commenter ce qu'il a dit hier à propos de l'Italie, après avoir appris qu'il faisait l'ob-jet d'une enquête du parquet», a déclaré M. Tajani.

Six morts et 5 blessés dans l'explosion d'une station-service de gaz liquéfié en Ouzbékistan

Six personnes ont été tuées et cinq autres blessées lundi dans une explosion survenue dans une station-service de gaz liquéfié de la région de Kashka-darya, en Ouzbékistan, a annon-cé le ministère des Situations d'urgence du pays.

Selon le ministère, des évalua-tions préliminaires ont par ailleurs montré que l'explosion et l'incen-die qui a suivi ont endommagé quatre véhicules et deux résér-voirs souterrains de stockage de carburant.

Suite à l'explosion, une com-mission gouvernementale a été créée pour enquêter sur les cau-ses de l'incident et superviser les mesures d'intervention.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE MOUTON SOUS ENQUÊTE

Le président de la République est encore une fois revenu à la charge au cours du dernier Conseil des ministres pour insister sur l'impératif de la prise en charge en bonne intelligence de la politique sociale qu'il ne cesse inlassablement de mettre en œuvre.

La charge endossée par l'État n'était pas simple. Dans la lourde conjoncture éco-nomique et politique mondiale du mo-ment, elle réclamait une participation et une responsabilisation de tous et à tous les niveaux de la société pour que les ré-sultats soient efficaces dans l'intérêt de chaque Algérien.

Si cette responsabilisation n'est pas pleinement assumée, notamment et en premier lieu par les acteurs aux avant-postes politiques, économiques et admi-nistratifs et si leurs missions et leurs de-

voirs ne sont pas maîtrisés, les grandes mesures prises s'avéreront caduques. Ain-si les défaillances et les dérèglements que ne cessent de souligner souvent avec force le président Tebboune n'auront que l'effet contraire de ceux attendus et es-pérés par la population.

L'importante opération d'importation d'un million de moutons pour que des Al-gériens non nantis puissent marquer la dernière fête n'a pas atteint tous les ré-sultats escomptés. Des dysfonctionne-ments ont été signalés que la rumeur et des réseaux sociaux ont amplifiés. Une en-quête a été engagée sur instruction prési-dentielle. Elle déterminera les causes des

carences observées et éclairera sur les responsabilités de chacun.

D'évidence, la charge engagée ne s'an-nonçait pas a priori aisée et y faire face par les responsables n'était pas un exer-cice facile. D'autant que les demandes d'acquisition se sont faites dans une ruée telle qu'elle courrait le risque d'être in-contrôlable du fait qu'on avait annoncé que près de 7 millions de personnes se sont crues concernées. De plus l'oppor-tunisme des affairistes s'est associé à l'immense foulée accompagné par l'habi-tuel individualisme de certains voulant profiter de l'aubaine. Le malaise ainsi créé a dénaturé le pragmatisme et a entaché la noblesse d'un geste fort de l'État.

Il demeure certain que des résultats ar-rêtés dans quelques jours, des comptes seront demandés.

Mondial-2026: les Etats-Unis retirent le quota de tickets à la Fédération iranienne de football



L a Fédération iranienne de football a accusé mardi les Etats-Unis de lui avoir retiré son quota de tickets pour la Coupe du monde (11 juin-19 juillet), dénon-çant une «entrave» à la présence des supporters iraniens. «A moins de trois jours du coup d'envoi (de la compétition), les Etats-Unis empê-chent une nouvelle fois les suppor-ters iraniens d'assister aux matches de poule de l'équipe nationale», a fustigé la fédération iranienne dans un communiqué.

Le texte invoque un règlement de la Fifa qui prévoit l'attribution de 8% des billets pour chaque match aux fé-dérations des pays à l'affiche, lesquel-les peuvent ensuite les revendre ou les distribuer aux supporters. «Cepen-dant, de manière inattendue, le qua-ta accordé à la Fédération iranienne de football a été retiré», a-t-elle sou-ligné, ajoutant être «dans l'incapaci-té de fournir le moindre billet aux supporters» iraniens.